



www.ville-pontarlier.fr

Débat d'Orientation Budgétaire 2026

*Municipalité du 19 janvier 2026
Groupe Majoritaire du 26 janvier 2026
Commission Finances du 27 janvier 2026
Conseil Municipal du 03 février 2026*

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

SOMMAIRE

	Pages
1. Le contexte des orientations budgétaires 2026	3
2. Les orientations budgétaires 2026	38
3. La situation de la dette	56
4. Annexes	68

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation

Une croissance économique porteuse permet de financer davantage de dépenses publiques sans augmenter la dette. Elle peut contribuer à réduire les déficits publics, en augmentant les recettes fiscales et en diminuant les besoins de dépenses sociales. A l'inverse, une croissance faible ou négative conduit l'Etat à augmenter sa dette pour maintenir ses services et/ou réduire ses dépenses. C'est ce second scénario qui prévaut pour le budget 2026.

- ▲ Une croissance modérée à 0,7% en 2025 : soutenue par la reprise de la consommation et l'investissement public et privé, notamment dans l'aéronautique, l'énergie et le tourisme
- ▲ Une croissance de 1,0% en 2026

PIB en volume	2025	2026
PLF 2026	+0,7%	+1,0%
PSMT (*) 2025-2029 révisé avril 2025	+0,7%	+1,2%
LFI 2025 et PSMT (*) 2025-2029 initial oct 2024	+0,9%	+1,4%
FMI (oct 2025)	+0,7%	+0,9%
Banque de France (sept 2025)	+0,7%	+0,9%
Consensus éco (Sept 2025)	+0,6%	+0,9%
OCDE (Sept 2025)	+0,6%	+0,9%
Com. Européenne (mai 2025)	+0,6%	+1,3%
FMI (avril 2025)	+0,6%	+1,0%

* Plan budgétaire et Structurel à Moyen Terme

Source : FCL – Gérer la Cité

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation

L'inflation joue aussi son rôle sur le niveau des déficits et de l'endettement. Avec des prix qui augmentent, l'inflation élargit l'assiette fiscale et permet à l'Etat d'engranger des recettes supplémentaires. Cet effet peut être tempéré par une baisse possible de la consommation et un renchérissement du coût des dépenses publiques (ex : indexation des prestations sociales), ce qui peut accroître le déficit budgétaire si les recettes fiscales ne suivent pas le rythme des dépenses. L'inflation joue également sur le niveau d'endettement public car elle diminue la valeur réelle des dettes existantes mais peut renchérir le coût des nouveaux emprunts. Compte tenu de ses effets complexes, un point d'équilibre est toujours recherché, autour d'une cible à 2%.

- ▲ Dans le cadre de la loi de finances 2025, le gouvernement avait retenu un niveau d'inflation de 1,4% en 2025. Le ralentissement de l'inflation devrait conduire plutôt sur un niveau moyen annuel de +1%.

- ▲ Le PLF 2026 est construit avec une inflation prévisionnelle de 1,3%

Le Haut Conseil des Finances publiques (HCP) juge ce taux comme « plausible ».

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est de 0,8 % en 2026.

Prévisions d'inflation 2026 : comparaison prévisions
Gouvernements et autres organismes

Inflation	2025	2026
PLF 2026	+1,1%	+1,3%
PSMT (*) 2025-2029 révisé avril 2025	+1,3%	+1,4%
LFI 2025 et PSMT (*) 2025-2029 initial oct 2024	+1,4%	+1,8%
FMI (oct 2025)	+1,0%	+1,3%
Banque de France (sept 2025)	+1,0%	+1,3%
Consensus éco (Sept 2025)	+1,1%	+1,7%
OCDE (Sept 2025)	+1,1%	+1,6%
Com. Européenne (mai 2025)	+0,9%	+1,2%
FMI (avril 2025)	+1,3%	+1,6%

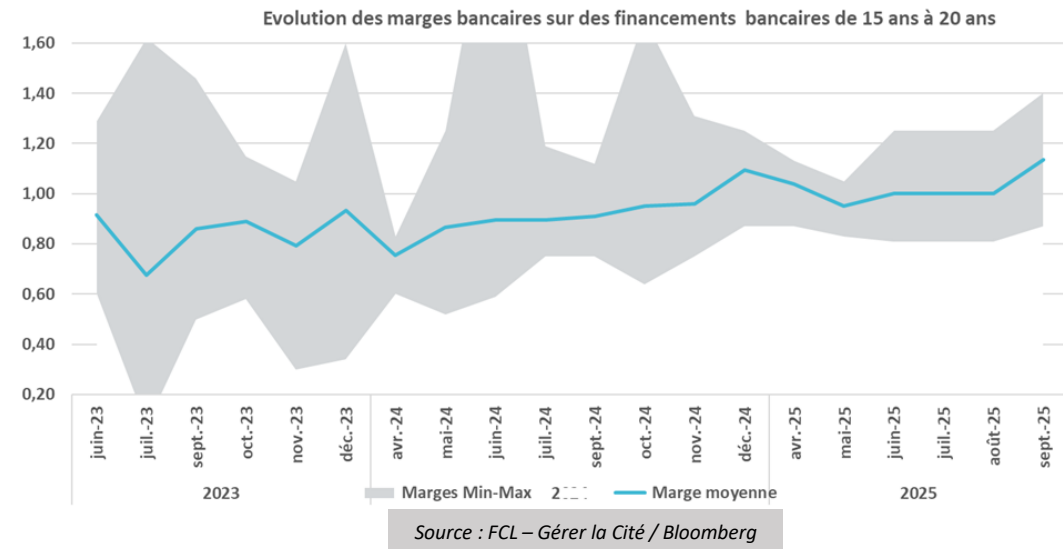
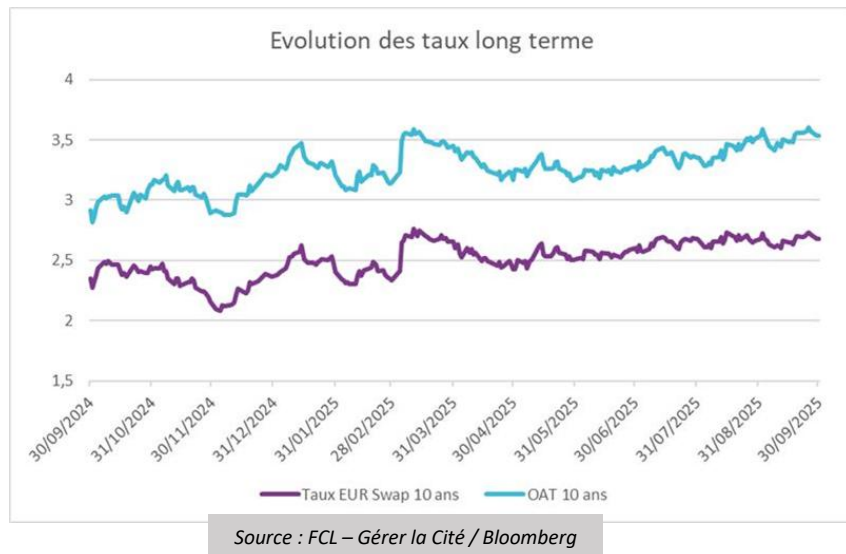
* Plan budgétaire et Structurel à Moyen Terme

Source : FCL – Gérer la Cité

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation



Les taux de swap restent autour de 2,6 %, mais la hausse marquée des taux souverains dégrade nettement les conditions de financement. L'OAT 10 ans (~3,47 %) et 30 ans (~4,32 %) atteignent des niveaux inédits depuis 2009, dans un contexte international incertain. Cela entraîne à la fois une hausse des taux obligataires et un élargissement des marges bancaires, désormais le plus souvent supérieures à 90 points de base. Les conditions bancaires se durcissent progressivement, avec des offres plus hétérogènes mais globalement orientées à la hausse. Sur le marché obligataire, l'activité est plus faible qu'en 2024, mais le secteur public local reste attractif : les primes autour de 20 pbs sur 10 ans in fine demeurent nettement inférieures à celles du bancaire, ce qui en maintient l'intérêt malgré un niveau d'OAT élevé.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation
2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

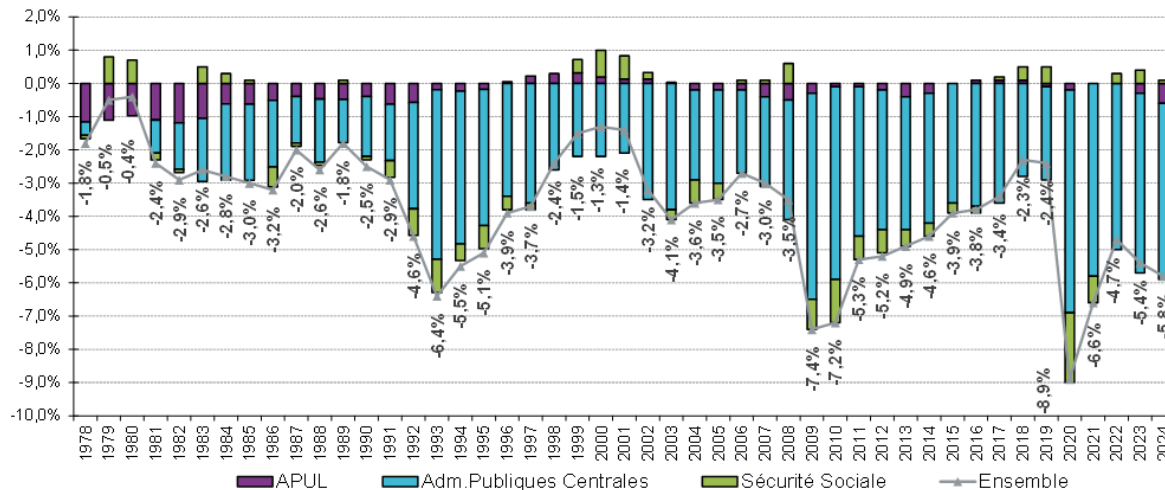
1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

Le déficit public et l'endettement public continuent de se dégrader :

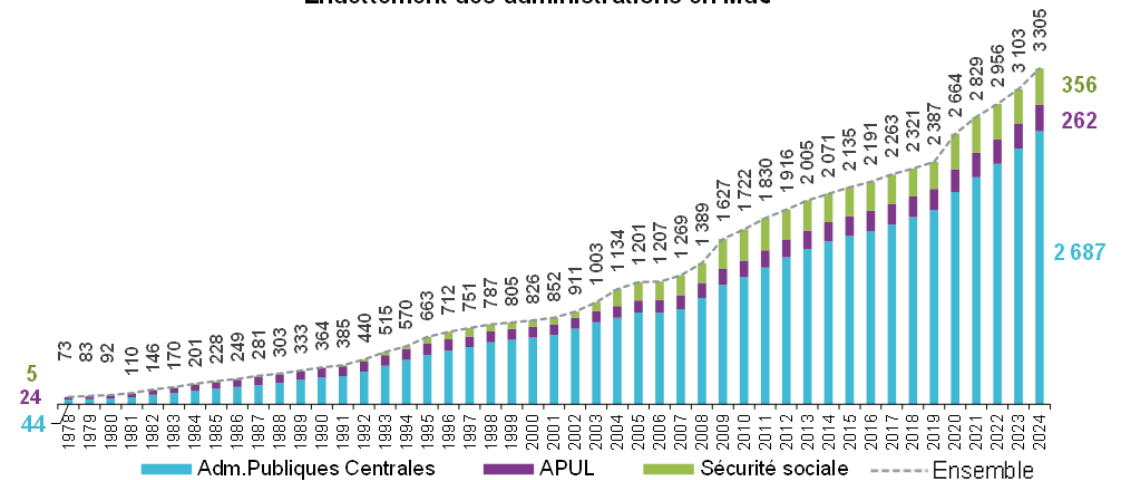
Après un pic à 8,9% du PIB enregistré lors de la crise sanitaire en 2020, le ratio déficit/PIB s'est amélioré en 2021 et 2022. Il se dégrade à nouveau depuis deux ans, et s'établit à 5,8% du PIB à fin 2024 :

Déficit public au sens de Maastricht en % PIB



En 2024, l'endettement national a augmenté de 203 Md€, pour s'établir à 3 305 milliards d'euros :

Endettement des administrations en Md€



Source : FCL – Gérer la Cité

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

Les collectivités participent peu à cette dégradation...

- ▲ **Les collectivités locales ne contribuent que marginalement au déficit public** : leur déficit représente **11,4 milliards d'euros** soit **0,4% du PIB** et environ **6,8% du déficit total**.

	en % PIB		en milliards d'euros (Md€)		Variation	
Solde public	2023	2024	2023	2024	en Md€	en % total
Adm. Publiques Centrales	-5,4%	-5,3%	-153,7	-154,1	-0,4	2%
APUL (1)	-0,3%	-0,6%	-9,5	-16,7	-7,2	43%
dont collectivités locales	-0,2%	-0,4%	-5,0	-11,4	-6,4	38%
dont ODAL (2)	-0,1%	-0,2%	-4,5	-5,3	-0,9	5%
Sécurité Sociale	0,4%	0,1%	11,5	2,3	-9,2	55%
Ensemble	-5,4%	-5,8%	-151,7	-168,6	-16,9	100%

(1) Administrations Publiques Locales

(2) Organismes Divers d'Action Locales

Source : FCL – Gérer la Cité - Compte de la nation

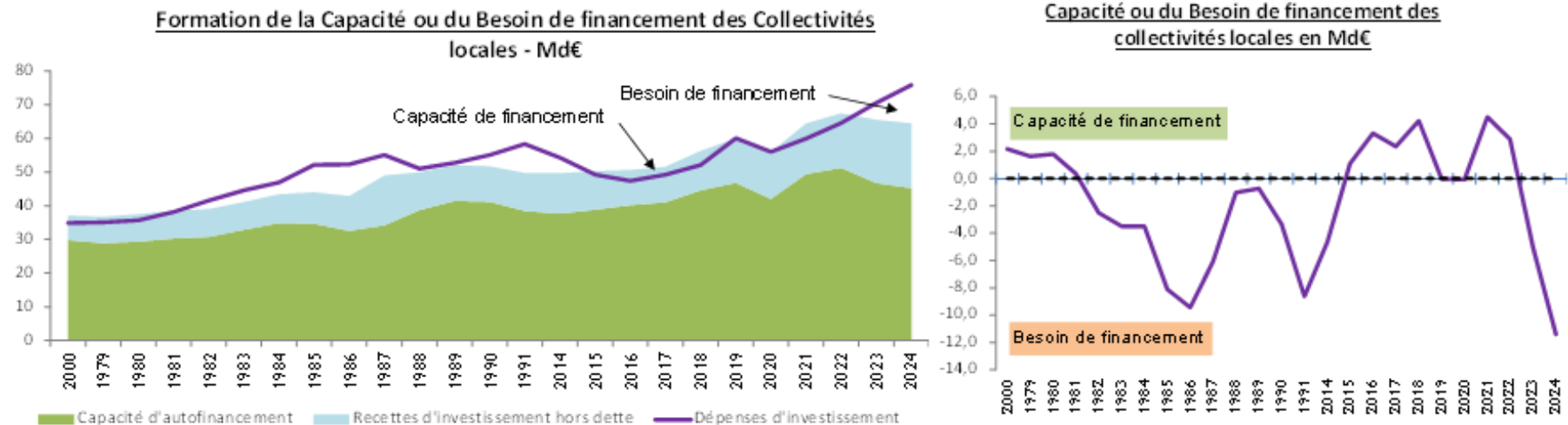
DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

Les collectivités participent peu à cette dégradation... et essentiellement du fait de l'accélération de leurs investissements

- ▲ **Deux facteurs peuvent contribuer à la dégradation du déficit public** : l'augmentation du besoin de financement des investissements et la baisse de la capacité d'autofinancement pour y faire face.
- ▲ **La dégradation du déficit des collectivités locales en 2024 s'explique, pour les trois quarts environ, par l'accélération des investissements, et pour un quart environ, par la baisse de la capacité d'autofinancement. Les départements font figure d'exception puisque c'est l'effondrement de leur épargne qui explique la dégradation de leur solde public.**



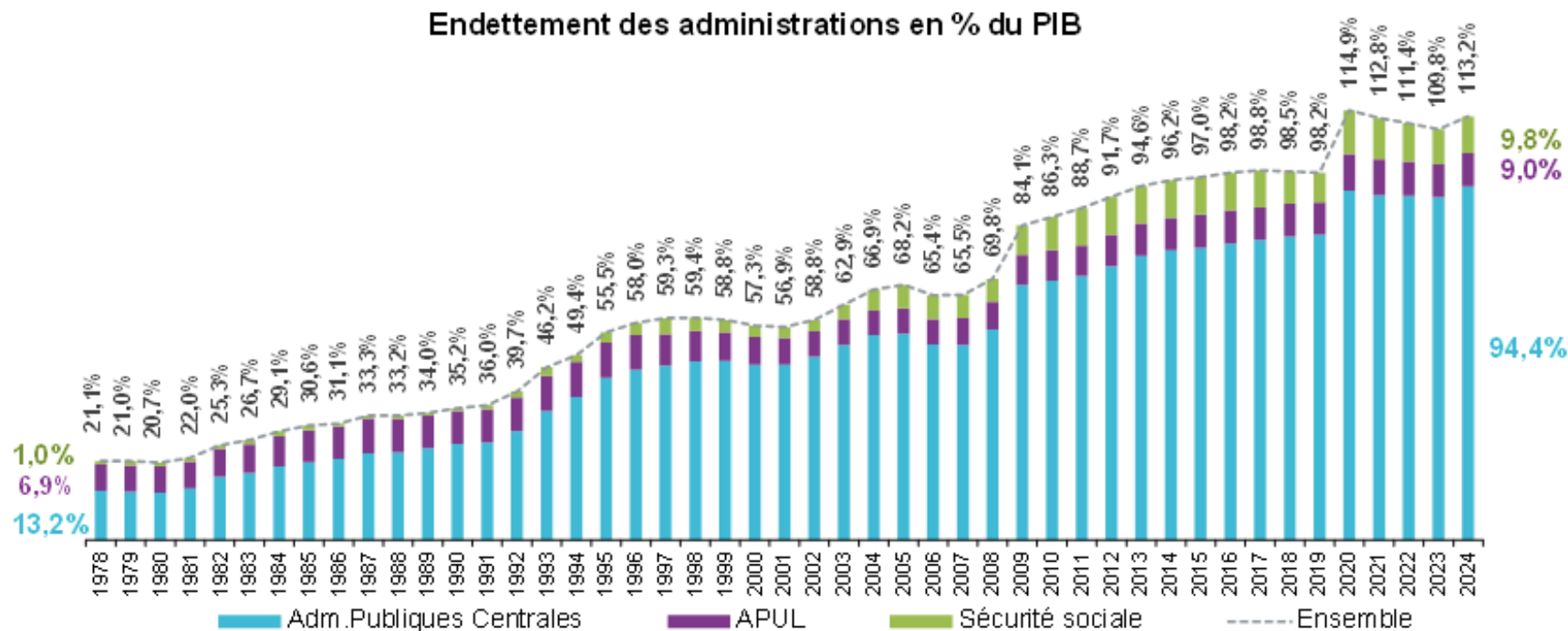
DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

▲ La dette des administrations publiques locales a progressé de 14 milliards d'euros ce qui représente 6,8% de l'accroissement global de la dette.

▲ Les administrations publiques locales ne représentent fin 2024 que 7,9% de la dette publique (qui est essentiellement portée par les Administrations Publiques Centrales), pour un poids en proportion du PIB de 9%.

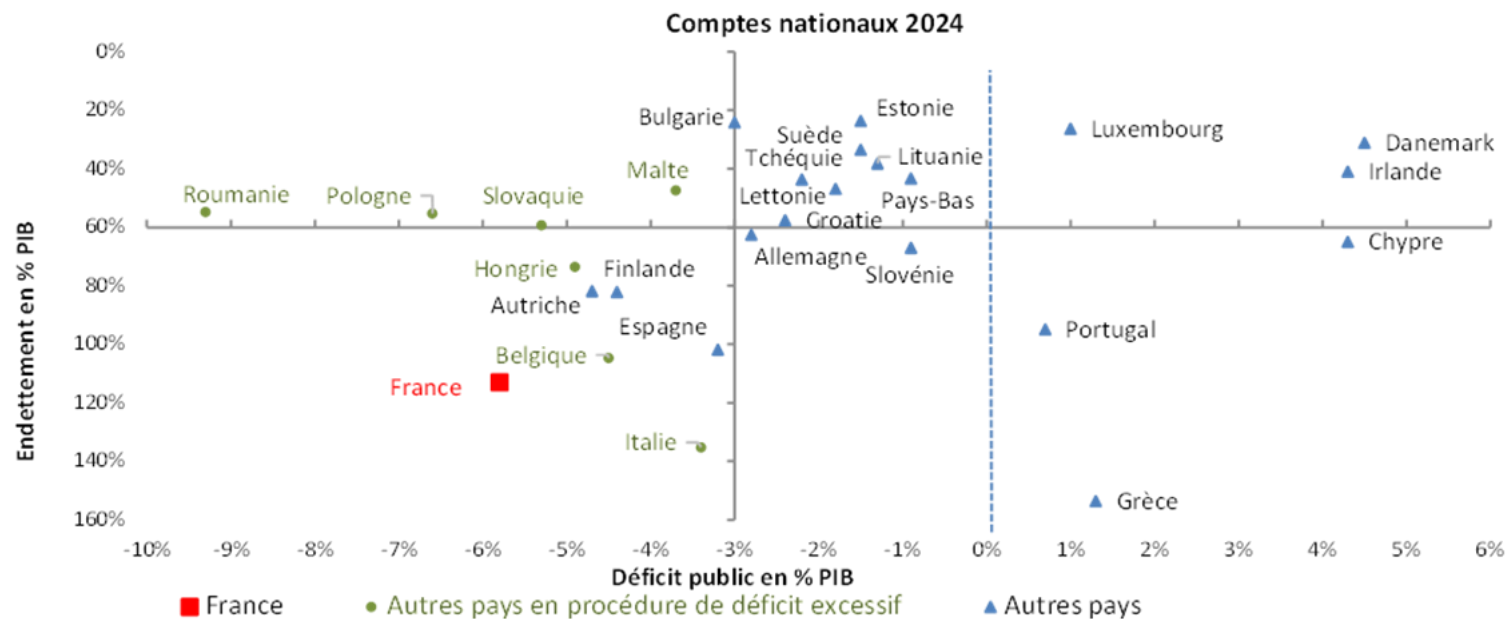


Source : FCL – Gérer la Cité - Compte de la nation

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics



Source : FCL – Gérer la Cité

Les États membres de la zone euro sont soumis aux règles budgétaires communes du TSCG et du Pacte de stabilité et de croissance, qui fixent notamment un plafond de déficit à 3 % du PIB et de dette à 60 %. La France, visée en 2024 par une procédure pour déficit excessif, a présenté un plan de redressement à moyen terme (2025-2029). En juin 2025, la procédure a été suspendue, la France respectant globalement la trajectoire sans qu'aucune mesure supplémentaire ne soit exigée à ce stade.

▲ Une situation particulièrement dégradée comparativement aux autres pays européens

- En croisant les deux indicateurs du déficit public et de l'endettement public, la France se trouve parmi les situations les plus dégradées de la zone euro :
- Elle affiche le troisième niveau de déficit le plus important derrière la Roumanie et la Pologne, mais ces deux pays sont nettement moins endettés ;
- Elle affiche le troisième niveau d'endettement derrière la Grèce et l'Italie, mais ces deux pays ont un déficit désormais nettement moins élevé (cas de l'Italie) voire désormais un excédent (cas de la Grèce).

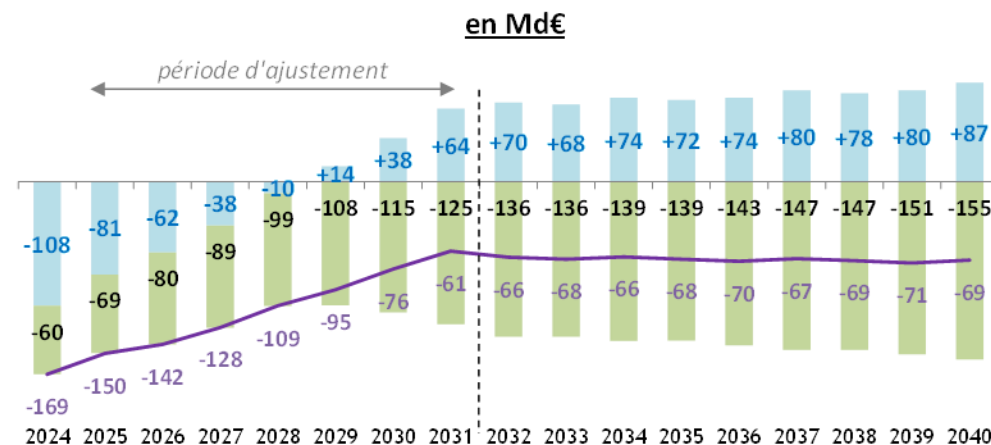
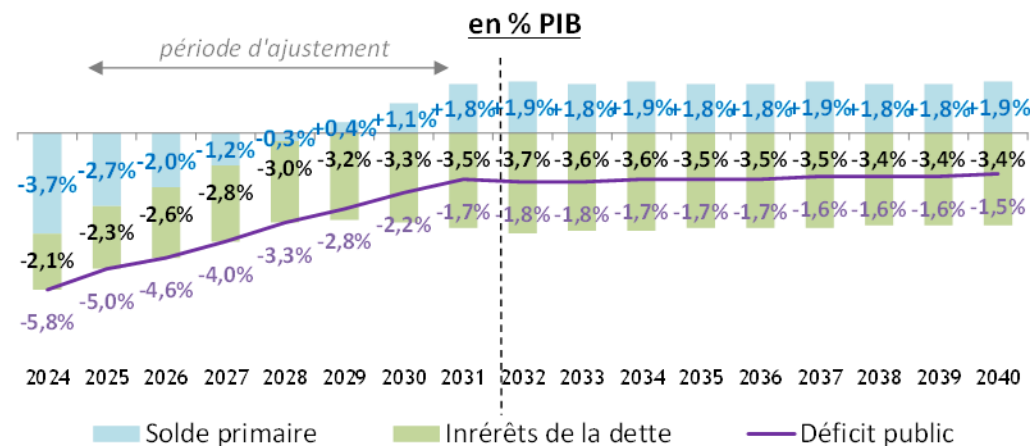
1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics

Le précédent gouvernement visait un retour sous les 3 % de déficit en 2029, avec un déficit prévu à 4,6 % du PIB en 2026 (4,7 % dans le PLF 2026). La trajectoire, proche du PSMT, reste plus dégradée sur la dette. Ce dernier prévoyait une amélioration du solde public de 74 Md€ d'ici 2029, mais une hausse de 48 Md€ de la charge d'intérêts liée à l'endettement et à la remontée des taux.

▲ Objectif : déficit public à 2,8 % du PIB en 2029

- Nécessité de dégager plus de 120 Md€ de marges de manœuvre (hors charge de la dette) par rapport à 2024
- Croissance des dépenses inférieure d'environ 0,4 % à l'inflation sur 2026-2029
- Les collectivités locales (18 % de la dépense publique) seront durablement mises à contribution dans l'effort de redressement, au-delà du budget 2026



Source : FCL – Gérer la Cité

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation
2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics
3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

AVERTISSEMENT :

Ce document présente les dispositions actuellement retenues dans les textes financiers en vigueur pour l'exercice à savoir :

- le **projet de loi de finances initiale pour 2026 (PLF 2026)**, tel qu'adopté par le Sénat le 15 décembre 2025 ;
- le **projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (PLFSS 2026)**, texte résultant de son adoption en seconde lecture par l'Assemblée nationale le 9 décembre 2025 ;
- la **loi de fin de gestion pour 2025 (LFG 2025)**, promulguée le 8 décembre 2025.

Ces éléments sont susceptibles d'évoluer en fonction des textes définitifs et des mesures d'application.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Le DILICO :

- ▲ La ville de Pontarlier n'a pas été concerné par le DILICO en 2025.
- ▲ Enveloppe 2026 fortement réduite : le DILICO passerait de 2 Md€ initialement envisagés à 890 M€.
- ▲ Exemption totale des communes en 2026 : aucune contribution ne serait demandée aux communes ; l'effort serait recentré sur les autres niveaux de collectivités, avec une contribution des départements et des EPCI divisée par deux et une hausse marquée de celle des régions.
- ▲ Dispositif pérenne : le DILICO serait conçu comme une réserve de précaution, susceptible d'être remobilisée en cas de crise ; à l'horizon 2027, un prélèvement d'au moins 630 M€ serait nécessaire pour en stabiliser le solde.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Le FCTVA :

- ▲ Le projet de loi de finances opèrerait deux modifications :
 - ▲ **La suppression du FCTVA** afférent aux **dépenses de fonctionnement**. → 6,8 k€ au BP 2025.
 - ▲ Le projet de loi de finances prévoit que, à compter de 2026, **le FCTVA sera perçu au titre des dépenses N-1 pour les EPCI**. → Ne concernerait pas la ville de Pontarlier

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Le taux de cotisation de CNRACL:

▲ Poursuite de la hausse du taux de CNRACL.

Pour rappel : Une hausse de 12 points en 4 ans du taux de cotisation CNRACL (2025-2028)

Dans un rapport publié en octobre, l'IGAS a analysé les perspectives d'évolution des comptes de la CNRACL et conclu à une aggravation forte de ces derniers au-delà de 11 Md€ en 2030. Dans son rapport remis en octobre, la cour des comptes a ciblé le niveau de déficit actuel (2,5 Md€ en 2023 contre 1,2 Md€ en 2021) et les perspectives d'aggravation en recommandant de « faire contribuer les employeurs territoriaux au retour à l'équilibre financier de la CNRACL à hauteur de la part du déficit du régime de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qui leur incombe ». Le Gouvernement suit, dans le projet de loi de finances, une partie de ces recommandations.

En 2026, l'impact sur les charges de personnel est évolué à + 122,8 k€ lié à la hausse du taux de CNRACL

Attention des mesures correctrices complémentaires devraient être adoptées selon l'IGAS sous peine de ne pas atteindre l'équilibre : des hausses de taux cotisation complémentaires pourraient avoir lieu post 2028.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Les variables d'ajustements :

Après le passage au Sénat, le prélèvement sur les variables d'ajustement serait ramené à 406 M€ en 2026 (contre 527 M€ initialement), contre 487 M€ en 2024. Les régions auraient réussi à préserver le montant de la DCRTP, la baisse des variables d'ajustement se concentrant désormais sur le bloc communal.

	LFI 2025			GOUVERNEMENT PLF 2026 initial			SÉNAT PLF 2026 version Sénat		
	Montant M€	Evol - M€	Evol - %	Montant M€	Evol - M€	Evol - %	Montant M€	Evol - M€	Evol - %
Communes et EPCI	1 191	-259	-18%	883	-308	-26%	823	-368	-31%
Compens.pertes liées au relèvt. du seuil d'assujetis.au VT	48	0	-	48	0	-0%	48	0	-0%
DCRTP des communes	188	-52	-22%	60	-128	-68%	0	-188	-100%
DCRTP des EPCI	741	-150	-17%	611	-130	-18%	611	-130	-18%
Fonds de garantie des FDPTP	214	-58	-21%	164	-50	-23%	164	-50	-23%
Départements	1 567	-39	-2%	1 537	-30	-2%	1 537	-30	-2%
Dotations de compensation d'exonérations	362	0	-	362	0	-	362	0	-
DCRTP des départements	1 204	-39	-3%	1 174	-30	-2%	1 174	-30	-2%
Régions	294	-189	-39%	106	-189	-64%	286	-8	-3%
Dotations de compensation d'exonérations	16	0	-	8	-8	-50%	8	-8	-50%
DCRTP	278	-189	-40%	98	-181	-65%	278	0	-0%
TOTAL	3 052	-487	-14%	2 525	-527	-17%	2 646	-406	-13%

Source : FCL – Gérer la Cité

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Les variables d'ajustements :

▲ Les mesures impactantes pour la ville de Pontarlier :

- Dans sa version initiale, le PLF 2026 prévoyait de minorer de 25 % la compensation liée à la réduction de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels. Les sénateurs divise par deux cette minoration : **un coefficient de réfaction de 0,87 (-13 %) serait appliqué à la compensation** revenant à chaque collectivité à compter de 2026.
- **La compensation versée en contrepartie de l'allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce serait supprimée.** Depuis 1993, les communes et les départements concernés perçoivent une compensation à hauteur de 80 % de la perte de droits de mutation liée aux modifications des seuils taxables applicables aux fonds de commerce.
- **La compensation versée en contrepartie de la suppression de l'impôt sur les spectacles serait également supprimée.** La LFI pour 2015 avait supprimé l'application de l'impôt sur les spectacles pour certaines catégories (certaines réunions sportives, courses automobiles et spectacles de tir aux pigeons), cette suppression étant compensée par l'État sur la base des produits 2013 concernés.

- 107 k€ en 2026
pour la ville

Sans impact
pour la ville

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Dotations et mécanismes de péréquation :

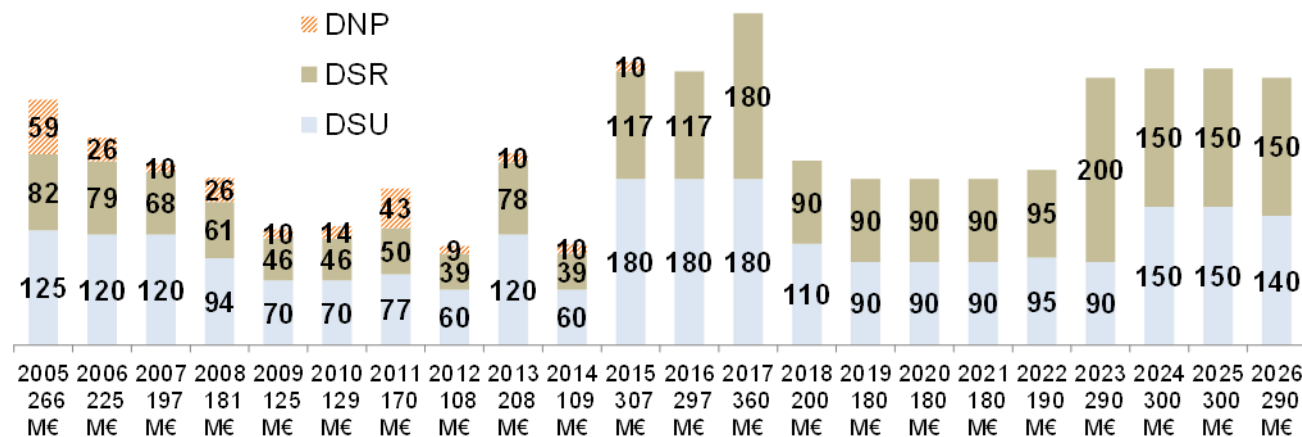
- ▲ L'augmentation de la péréquation des dotations communales serait prévue à hauteur de 290 M€ en 2026 (soit une progression identique à 2024 et 2025 avant que le comité des finances locales ait décidé à chaque fois de porter à 300 M€ cette progression).

DSU : +140 M€ ;

DSR : +150 M€ en fléchant toujours au moins 60% de la progression sur la fraction péréquation de la DSR.

En l'absence d'abondement de l'État, des baisses importantes sont à prévoir sur la dotation forfaitaire et la dotation de compensation des EPCI.

Evolution des dotations de péréquation de la DGF - M€



Source : FCL – Gérer la Cité

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

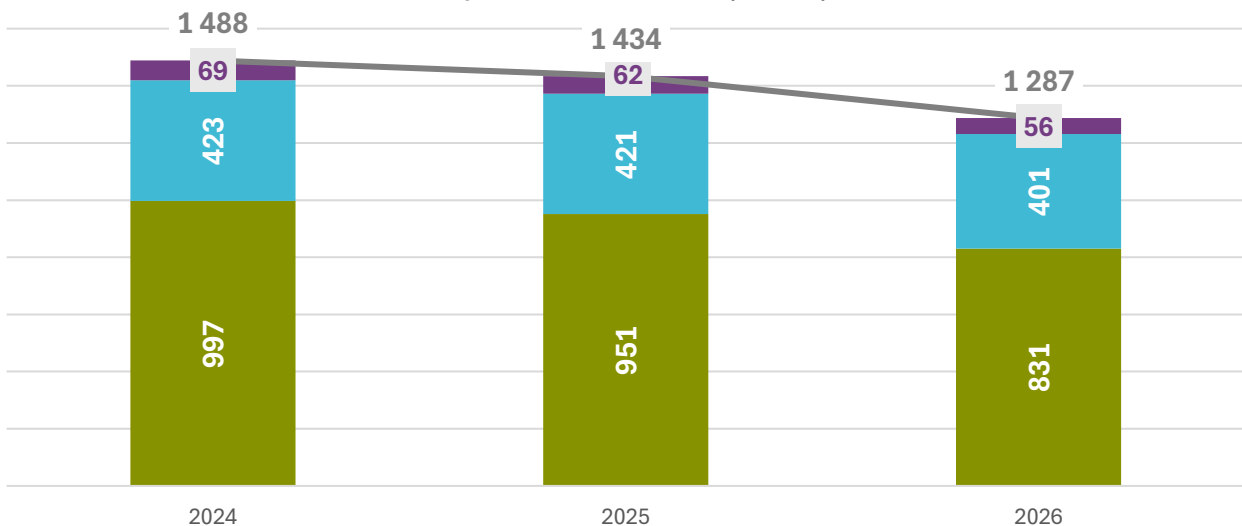
1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

La DGF de Pontarlier :

Source : FCL – Gérer la Cité

Projection de la DGF (en K€)



Ecrêtement de la dotation forfaitaire : - 120 k€

Baisse de la DNP : -20 k€

Hausse de la DSR : - 6 k€

Total : - 147 k€

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

1- Modification de la revalorisation annuelle des locaux industriels :

- ▲ Les valeurs locatives des locaux industriels sont actuellement revalorisées avec la même méthode que pour les locaux d'habitation, c'est-à-dire en fonction de l'évolution annuelle de l'IPCH mesurée au moins de novembre.
- ▲ Le PLF modifierait cette méthode afin de la rapprocher de celle actuellement appliquée sur les autres locaux professionnels dont les tarifs au mètre carré sont revalorisés chaque année en fonction de l'évolution des loyers constatés par catégorie et secteur, basée sur un coefficient d'évolution départemental.
- ▲ A compter de 2026 ; les valeurs locatives des locaux industriels seraient revalorisées par application d'un coefficient égal à la moyenne nationale des coefficients d'évolution départementaux des locaux professionnels.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Le Fonds Vert :

- Si les autorisations d'engagement ouvertes sur le fonds vert sont en forte baisse (650M€ contre 1 150 M€ en 2025), les restes à payer sont importants et les crédits de paiement ne devraient diminuer que progressivement.

					PLF 2026			
M€		LFI 2023	LFI 2024	LFI 2025	2026	2027	2028	> 2028
Autorisations d'engagement	Total	2 000	2 499	1 150	650	650	650	
	dont subv. Aux Coll Locales	2 000	2 489	1 145	648	648	648	
			+24%	-54%	-43%	-	-	
Crédits de Paiement	Total	500	1 124	1 124	1 086	970	870	
	dont subv. Aux Coll Locales	500	1 122	1 119	1 084	968	868	320
			+124%	-0%	-3%	-11%	-10%	
Réalisé	Montant versé aux CL.	189	408					

Source : FCL – Gérer la Cité

La baisse des crédits du Fonds vert entraîne une raréfaction des ressources disponibles et, par conséquent, une diminution potentielle des aides mobilisables pour le financement des projets d'investissement, notamment en matière de réhabilitation des friches, de renaturation et de rénovation thermique.

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

3. Contexte budgétaire national : La loi de finances pour 2026

Conséquences du PLF 2026 sur les ressources de la ville:

Mesures impactant la ville de Pontarlier (en k€)	PLF 2026
Minoration de la compensation perte VL (-13%)	-108,2
DGF	-146,8
FCTVA	0,0
CNRACL (LF 2025)	-122,8
TOTAL	-377,8

Source : FCL – Gérer la Cité



Pour rappel : les mesures et leurs conséquences présentées ci-dessus ne seraient effectives qu'à la condition de l'adoption du PLF en l'état actuel. Le texte n'ayant pas encore été définitivement voté, il pourrait encore évoluer.

1. LE CONTEXTE DU DOB 2026

1. Contexte macro-économique : croissance & inflation
2. Contexte budgétaire national : la situation des comptes publics
3. Contexte budgétaire national : le projet de loi de finances
4. Contexte local : situation financière de Pontarlier

1. LE CONTEXTE

4. Contexte local : situation financière de Pontarlier

>>> Résultat global de clôture *(chiffres provisoires)*

	CA 2025
Résultat de Fonctionnement	2 711 793 €
Résultat d'investissement	533 726 €
Résultat de clôture	3 245 520 €

	CA 2024	CA 2023	CA 2022	CA 2021	MOY (5 dernières années)
Résultat de Fonctionnement	5 714 492 €	6 758 212 €	6 336 306 €	7 178 890 €	5 739 939 €
Résultat d'investissement	- 981 574 €	- 560 545 €	934 740 €	- 1 503 616 €	- 315 454 €
Résultat de clôture	4 732 918 €	6 197 667 €	7 271 046 €	5 675 274 €	5 424 485 €

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat de fonctionnement décomposé (*chiffres provisoires*)

	CA 2025
Résultat de Fonctionnement	2 711 793 €
Dont résultat annuel	867 627 €
Dont résultats antérieurs cumulés (002)	1 844 166 €

	CA 2024	CA 2023	CA 2022	CA 2021	MOY (5 dernières années)
Résultat de Fonctionnement	5 773 847 €	6 758 212 €	6 336 306 €	7 178 890 €	5 751 810 €
Dont résultat annuel	1 961 825 €	2 987 025 €	3 857 652 €	2 677 478 €	2 470 321 €
Dont résultats antérieurs cumulés (002)	3 812 022 €	3 771 187 €	2 478 654 €	4 501 412 €	3 281 488 €

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat de fonctionnement : décomposition (*chiffres provisoires*)

	CA 2025	CA 2024	CA 2023	CA 2022	CA 2021	MOY (5 dernières années)
Dépenses hors 002	23 648 900 €	24 089 749 €	22 321 779 €	21 204 372 €	20 675 068 €	22 387 974 €
Recette hors 002	25 439 000 €	26 051 574 €	25 308 804 €	25 062 014 €	23 352 545 €	25 042 787 €
Solde de fonctionnement annuel	1 790 100 €	1 961 825 €	2 987 025 €	3 857 642 €	2 677 477 €	3 174 653 €

Les recettes de fonctionnement diminuent ainsi que les dépenses de fonctionnement, entraînant un écart estimé à -172 K€.

Les postes de dépenses sont en augmentation :

- les dépenses de personnel : + 3,5%, s'expliquent par le comblement des postes précédemment vacants ainsi que par l'augmentation de la cotisation à la caisse de retraite (CNRACL)*
- les charges de gestion courante : + 10% résultent principalement de l'augmentation du versement des subventions (Agora des remparts)*

* Les chiffres ci-dessus sont issus du CA provisoire 2025 et sont arrondis. Ces évolutions seront détaillées plus précisément dans le rapport du CA soumis au vote au mois juin prochain.

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat d'investissement (*chiffres provisoires*)

Le résultat d'investissement est traditionnellement déficitaire, il a vocation à être financé par une partie de la section de fonctionnement au travers de l'affectation du résultat (nature 1068) et par l'emprunt.

En 2025, le résultat d'investissement s'élève à 533 K€. Il s'explique par la souscription d'un emprunt en fin d'année. En intégrant les restes à réaliser en dépenses d'investissement, il en résulte un besoin de financement de – 867 K€.

Le résultat global de clôture atteint 3,2 M€.

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Affectation des résultats (*chiffres provisoires*)

2. Affectation du résultat Budget général

Solde d'exécution de la section de fonctionnement	2 700 K€
---	----------

Solde d'exécution de la section	530 K€
Restes à réaliser en dépenses (P)	-3 000 K€
Restes à réaliser en recettes (Q)	1 600 K€
- Emprunts	0€
- Subventions	1 600 K€
Excédent (+) ou besoin (-) de financement de la	-860 K€

3. Proposition d'affectation du résultat

Affectation obligatoire de l'excédent de	860 K€
--	--------

Surplus du résultat d'exploitation à affecter ou à reporter (002) (W=G+R)	1 800K€
---	---------

Disponible "net" pour BP N	1 800K€
----------------------------	---------

Le budget 2026 intégrera les résultats 2025, en tenant compte des besoins de financement de la section d'investissement. Ces besoins résultent du solde d'exécution de la section d'investissement, cumulé au solde des restes à réalisées , reportés sur 2026.

Le montant des reports en dépenses est de 3 M€ . Après leur prise en compte, le résultat disponible pour le budget primitif 2026 est de 1,8 M€.

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Indicateurs financiers (*chiffres provisoires*) Hors reprises des résultats N-1

Recettes réelles de fonctionnement (A)	25 439 000,00 €
Dépenses réelles de fonctionnement (B)	23 648 900,00 €
Epargne brute (autofinancement) (C=A-B)	1 790 100,00 €
Amortissement du capital (D)	1 710 338,00 €
Epargne nette disponible (E=C-D)	79 762,00 €
Encours de la dette au 31/12 (F)	12 378 886,76 €
Endettement/Epargne brute (ans) (F/C)	7

À l'issue de l'année 2025, les ratios affichent une épargne disponible de 79 K€ et une capacité de désendettement de 7 ans, sans tenir compte du résultat reporté de 2024. Cette situation impose une vigilance accrue pour les exercices à venir.

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> L'évolution de l'épargne sur 5 ans (*chiffres provisoires*) Hors reprises des résultats N-1

	C.A 2021 retraité	C.A 2022 retraité	C.A 2023 retraité	C.A 2024 retraité	C.A 2025 retraité	Evolution 25/24	
						masse	%
Dépenses de gestion (A) ¹	19 292 471 €	19 914 360 €	20 764 162 €	22 331 084 €	23 377 800 €	1 046 716 €	4,69%
dont frais de personnel	10 293 899 €	10 409 587 €	10 585 653 €	11 690 323 €	12 100 000 €	409 677 €	3,50%
Recettes réelles de fonctionnement (B) ²	22 911 256 €	24 771 154 €	25 043 998 €	25 797 542 €	25 439 000 €	-358 542 €	-1,39%
Epargne de gestion (C=B-A)	3 618 785 €	4 856 794 €	4 279 836 €	3 466 458 €	2 061 200 €	-1 405 258 €	-40,54%
Intérêts de la dette hors indemnités compensatrices liées à réaménagement (D)	245 250 €	217 090 €	302 706 €	318 359 €	271 100 €	-47 259 €	-14,84%
Epargne brute (E=C-D)	3 373 535 €	4 639 704 €	3 977 130 €	3 148 099 €	1 790 100 €	-1 357 999 €	-43%
Remboursement de dette hors emprunt de refinancement (F)	1 754 069 €	1 774 118 €	1 831 041 €	1 806 350 €	1 710 338 €	-96 012 €	-5%
Epargne nette (G=E-F)	1 619 467 €	2 865 586 €	2 146 089 €	1 341 749 €	79 762 €	-1 261 987 €	-94%

Taux d'épargne nette (H=G/B)	7,07%	11,57%	8,57%	5,20%	0,31%
-------------------------------------	--------------	---------------	--------------	--------------	--------------

¹ Dépenses de gestion comprend les chapitres 011 + 012 + 014 + 65 + 67 + 68

² Recettes réelles de fonctionnement comprend les chapitres 013 + 70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 77 + 78, n'est pas inclus le chapitre 042

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat global de clôture – budget bois et forêt (*chiffres provisoires*)

Section de fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses réelles (A)	536 122,66 €	331 811,77 €
Dépenses d'ordre (B)	270 700,00 €	0,00 €
Total général - Dépenses (C=A+B)	806 822,66 €	331 811,77 €
Recettes réelles (D)	806 822,66 €	765 322,66 €
Recettes d'ordre (E)	0,00 €	0,00 €
Total général - Recettes (F=D+E)	806 822,66 €	765 322,66 €

Résultat de fonctionnement (G=F-C)	0 €	433 510,89 €
---	-----	--------------

Section d'investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses réelles (H)	321 303,67 €	27 229,26 €
Dépenses d'ordre (I)	0,00 €	0,00 €
Total général - Dépenses (J=H+I)	321 303,67 €	27 229,26 €
Recettes réelles (K)	50 603,67 €	47 977,18 €
Recettes d'ordre (L)	270 700,00 €	0,00 €
Total général - Recettes (M=K+L)	321 303,67 €	47 977,18 €

Résultat d'investissement (N=M-J)	0 €	20 747,92 €
--	-----	-------------

Résultat de clôture (O=G+N)	0 €	454 258,81 €
------------------------------------	-----	--------------

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat global de clôture : budget Locations immobilières (*chiffres provisoires*)

Section de fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses réelles (A)	265 180,00 €	201 069,11 €
Dépenses d'ordre (B)	0,00 €	0,00 €
Total général - Dépenses (C=A+B)	265 180,00 €	201 069,11 €
Recettes réelles (D)	265 180,00 €	209 430,32 €
Recettes d'ordre (E)	0,00 €	0,00 €
Total général - Recettes (F=D+E)	265 180,00 €	209 430,32 €
Résultat de fonctionnement (G=F-C)	0,00 €	8 361,21 €
Résultat de clôture (O=G+N)	0,00 €	8 361,21 €

1. LE CONTEXTE

4. Les résultats 2025

>>> Résultat global de clôture : budget restaurant municipal (*chiffres provisoires*)

Section de fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses réelles (A)	199 682,50 €	137 270,00 €
Dépenses d'ordre (B)	16 000,00 €	0,00 €
Total général - Dépenses (C=A+B)	215 682,50 €	137 270,00 €
Recettes réelles (D)	215 682,50 €	200 000,00 €
Recettes d'ordre (E)	0,00 €	0,00 €
Total général - Recettes (F=D+E)	215 682,50 €	200 000,00 €

Résultat de fonctionnement (G=F-C)	0,00 €	62 730,00 €
---	--------	-------------

Section d'investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses réelles (H)	32 451,52 €	32 410,38 €
Dépenses d'ordre (I)	0,00 €	0,00 €
Total général - Dépenses (J=H+I)	32 451,52 €	32 410,38 €
Recettes réelles (K)	16 451,52 €	16 451,52 €
Recettes d'ordre (L)	16 000,00 €	0,00 €
Total général - Recettes (M=K+L)	32 451,52 €	16 451,52 €

Résultat d'investissement (N=M-J)	0,00 €	-15 958,86 €
--	--------	--------------

Résultat de clôture (O=G+N)	0,00 €	46 771,14 €
------------------------------------	--------	-------------

2. Orientations budgétaires 2026

2. Les orientations budgétaires 2026

1. Les lignes directrices & grands principes

Au regard des consultations électorales de mars 2026, l'année 2026 s'inscrit dans un budget de transition sans évolution majeure, répondant principalement à une logique de finalisation et de transition, dans un contexte de renouvellement de l'équipe municipale.

Toutefois, certains projets resteront d'actualité, tels que le Super-Comice ou le championnat de France de Tarot pour les événements, ainsi que la continuité de certains investissements (APCP chemin du train), et la rénovation énergétique de la maison de longs traits ainsi que le gros entretien de nos bâtiments (SDIE)

2. Les orientations budgétaires 2026

1. Les lignes directrices & grands principes

Les efforts de gestion réalisés les années passées, permettent d'aborder les incertitudes et les défis auxquels nous sommes confrontés en 2026. Pour restaurer des marges de manœuvre, les grands principes qui conduiront la construction budgétaire seront une fois de plus :

- Une optimisation de nos dépenses de fonctionnement : (gel des emplois / gels de subventions)
- L'effort d'investissement mesuré,
- La maîtrise des prévisions budgétaires dans une logique annuelle pour sécuriser les équilibres financiers.

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses

Recettes réelles de fonctionnement : entre 25 et 26 M€, soit -7%

Les évolutions sont calculées par rapport au BP précédent pour conserver les mêmes bases de comparaison

Recettes fiscales : **Montant 2026 : entre 19,4 M€ et 19,8M€**

- Revalorisation forfaitaire des bases fiscales (- 0,8%),
- Gel des taux,
- En attendant la notification ses services fiscaux : stabilité des évolutions par rapport aux prévisions 2025.

Produits des services : **Montant 2026 : entre 1 M€ et 1,3M€**

Les estimations des ventes de prestations de service tiendront compte de la révision des tarifs votés et des niveaux de réalisation constatées en 2025. Ce poste de recettes enregistre également les remboursements de frais de personnel mis à disposition : les recettes associées seront en hausse à due concurrence de l'évolution des dépenses de personnels concernés.

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses

Recettes réelles de fonctionnement : entre 25 et 26 M€, soit -7%

Les évolutions sont calculées par rapport au BP précédent pour conserver les mêmes bases de comparaison

Dotations, subventions et participations

Montant 2026 : entre 2 et 2,6 M€,

La DGF est évaluée avec une relative stabilité, en attendant les notifications des services de l'Etat, permettant de mesurer l'impact pour la ville de l'abondement de la DGF.

Produits de gestion courante

Montant 2026 : entre 1 M€ et 1,1 M€

Les recettes issues des loyers de la ville devraient se situer au même niveau que l'an dernier.
Une reprise de l'excédent du budget bois est envisageable.

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses

Dépenses réelles de fonctionnement : entre 24,5 et 24,7 M€, soit une évolution qui ne dépassera pas + 5%

Charges à caractère général

Montant 2026 : entre 7M€ et 7,1 M€ ($\approx -1\%$) . Hors opérations comptables et évènementiels : $\approx - 5\%$

Les charges à caractère général porteront les dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services et à l'organisation des évènements prévus en 2026.

Le budget 2026 bénéficiera de la baisse annoncée par notre fournisseur d'énergie, du prix de l'électricité.

Ces baisses permettront de supporter les contraintes d'évolution de coûts liées à certains engagements déjà contractés ou imposées par les prestataires (types contrats d'assurance) et à l'intégration de nouvelles prestations de services (nouvelles maintenances, ...).

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses

Dépenses réelles de fonctionnement : entre 24,5 et 24,7M€, soit une évolution qui ne dépassera pas + 5%

Dépenses de
personnel

Montant 2026 : entre 12,1 et 12,5 M€ (+ 2,5% env.)

La masse salariale en 2026 sera impacté par différents facteurs :

- Le GVT (+1,5%),
- L'augmentation des cotisations au CNRACL (+ 120 K€),

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses

Dépenses réelles de fonctionnement : entre 24,5 et 24,7 M€, soit une évolution qui ne dépassera pas 5%

Charges de gestion
courante

Montant 2026 : entre 4,5 et 4,7M€ (-3,5%) :

- Les subventions aux associations seront maintenues au même niveau d'engagement que l'an dernier,

Frais financiers

Montant 2026 : entre 280 et 315 K€ (+15%)

- En raison de la contraction d'un emprunt en fin d'année 2025.

2. Les orientations budgétaires 2026

Programme complet
2026 en cours
d'arbitrage

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les principaux investissements pressentis en cours d'arbitrage

Le volume des investissements 2026 sera compris entre 7 et 10 M€ et est en cours d'arbitrage.

Programme
☐ I. Développement durable
☐ I.01. Développement durable - Voirie Espaces publics
PROGRAMME VOIRIE 2025-26-DEV. DURABLE
☐ II. Patrimoine viaire et espaces publics
☐ II.01. Programmes pluriannuels - Voirie Espaces publics
APCP AMENAGEMENT VOIE DU TRAIN-RUE MERMOZ-PHASE 1
APCP DEPLOIEMENT ET MISE AUX NORMES AIRES DE JEUX
APCP ECLAIRAGE PUBLIC
APCP PONTARLIER TERRITOIRE INTELLIGENT

2. Les orientations budgétaires 2026

Programme complet
2026 en cours
d'arbitrage

2. Budget principal : orientations et grandes masses

>>> Les principaux investissements pressentis en cours d'arbitrage

II.02. Programmes annuels - Voirie Espaces publics

AMENAGEMENT PLACE ZARAUTZ

AMENAGEMENT URBAIN - EMBELLISSEMENT

DETECTION DES RESEAUX

MISE AUX NORMES FEUX TRICOLORES

OUVRAGES D'ART

PROG VOIRIE 2025-26-EAUX PLUV-DECONNEXION GRILLES

PROGRAMME VOIRIE 2025-2026

RECURRENT-ECLAIRAGE PUBLIC MATERIEL SUITE SINISTRE

RECURRENT-ETUDES PRESENCE AMIANTE DANS ENROBES

RECURRENT-MOBILIER URBAIN

RECURRENT-SIGNALISATION

RENOVATION PISTE AERODROME

RESTRUCTURATION RUE DE BESANÇON-2024

TERRASSEMENT POUR ENTERRER PAV

SANS OPERATION

II.03. Accessibilité - Voirie Espaces publics

PROGRAMME VOIRIE 2025-26-ACCESSIBILITE

2. Les orientations budgétaires 2026

Programme complet
2026 en cours
d'arbitrage

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les principaux investissements pressentis en cours d'arbitrage

III. Patrimoine bâti

III.01. Programmes pluriannuels - Immobilier

APCP GENDARMERIE
APCP PARC DES FORGES (KAYAK)
APCP PATRIMOINE HISTORIQUE-CHAPELLE ANNONCIADES
APCP PATRIMOINE HISTORIQUE-CIMETIERE ST ROCH
APCP PATRIMOINE HISTORIQUE-EGLISE STE BENIGNE
APCP PATRIMOINE HISTORIQUE-KIOSQUE GRAND COUR
APCP PATRIMOINE HISTORIQUE-PORTE ST PIERRE
APCP SDIE-AUDITS ENERGETIQUES ET AUTRES
APCP SDIE-CRECHES-REHABILITATIONS-RESTRUCTURATIONS
APCP SDIE-ENERGIES RENOUVEL.-DEPLOIEM. MULTISITES
APCP SDIE-GRPE SCOL. CORDIER-SEPARAT° RESEAUX EUEP
APCP SDIE-GRPE SCOL. J CURIE-RENOVAT° ENERGETIQUE
APCP SDIE-GRPE SCOL. PEGUY-RENOVAT° ENERGETIQUE
APCP SDIE-GTC-DEPLOIEMENT MULTI-SITES
APCP SDIE-MPT LONGS TRAITS-RENOVAT° ENERGETIQUE
APCP SDIE-RELAMPING

III.02. Programmes annuels - Immobilier

DEPLOIEMENT VIDEOPROTECTION

III.03. Accessibilité - Immobilier

ACCESSIBILITE 2025-2026

III.04.01. Patrimoine scolaire

TRAVAUX ENTRETIEN RENOV. 2025 2026-ECOLES

III.04.02. Patrimoine sportif

TRAVAUX ENTRETIEN RENOV. 2025 2026-SPORT

III.04.03. Patrimoine culturel

TRAVAUX ENTRETIEN RENOV. 2025 2026-CULTURE

III.04.04. Patrimoine social-structures de santé

TRAVAUX ENTRETIEN RENOVATION 2025 2026-SOCIAL

III.04.08. Tourismes et loisirs

TRAVAUX ENTRETIEN RENOV. 2025 2026-TOURISME

III.04.09. Parc locatif

TRAVAUX ENTRETIEN RENOV. 2025 2026-LOGEMENT VACANT

III.04.10. Patrimoine général

GER 2025 2026 EQUIPEMENTS TECHNIQUES DES BATIMENTS

GER 2025 2026 ETUDES+TRVX BATIMENTS HORS EQUIPMENTS

RECURRENT-DIAGN PRÉALABLES TRVX (DTA, PLOMBS..)

RECURRENT-ENTREPRISE INSERTION

RECURRENT-FRAIS INSERTION MARCHES PUBLICS

2. Les orientations budgétaires 2026

Programme complet
2026 en cours
d'arbitrage

2. Budget principal : orientations et grandes masses
>>> Les principaux investissements pressentis en cours d'arbitrage

III.01. Programmes pluriannuels - Immobilier
2987 APCP SANISETTES
APCP SANISETTES:DEPLOIEMENT-CONSTR;+REHABILITATIO
IV. Aménagement du territoire & Politique foncière
IV.01. Acquisition foncière
RECURRENT-ETUDES PRÉ-OPÉRATION. EN CAS ACQUISITION
RECURRENT-EXTENSION RÉSEAU EDF
V. Equipements et mobiliers
V.01. Matériel roulant
SANS OPERATION
V.02. Equipements informatiques
INFORMATIQUE-SCHÉMA DIRECTEUR
V.03. Mobilier, matériel et équipements
RECURRENT-AMÉNGT POSTES TRAVAIL/PRESCR. MÉDICALE
RECURRENT-MATÉRIEL MOBILIER
RECURRENT-PETIT MAT. DIV. SUITE CASSE/USURE
SANS OPERATION

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les programmes pluriannuels

La réglementation nous demande de communiquer les programmes pluriannuels dans le cadre du DOB. Les tableaux qui suivent présentent les APCP dans leur dernière évaluation. Ceux-ci seront mis en cohérence avec les programmes tels qu'ils seront arbitrés dans le cadre du budget primitif.

N° d'ordre	Programme	Etape	Dépenses/Recettes	Crédits de paiement										Autorisation de programme
				Réalisé						Présionnel				
				de 2012 à 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	
1	Parc des Forges (Kayak) <i>Aucune révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	36 634,08 €	26 427,84 €	3 271,71 €	843 162,08 €	567 493,95 €	13 853,64 €	8 800,00 €	50 000,00 €			1 549 643,30 €
			Recettes	0,00 €		0,00 €	230 000,00 €	0,00 €	662 949,98 €	0,00 €	0,00 €			892 949,98 €
			Solde à financer	36 634,08 €	26 427,84 €	3 271,71 €	613 162,08 €	567 493,95 €	-649 096,34 €	8 800,00 €	50 000,00 €			656 693,32 €
		Après DM oct 2025	Dépenses	36 634,08 €	26 427,84 €	3 271,71 €	843 162,08 €	567 493,95 €	13 853,64 €	8 800,00 €	50 000,00 €			1 549 643,30 €
			Recettes	0,00 €		0,00 €	230 000,00 €	0,00 €	662 949,98 €	0,00 €	0,00 €			892 949,98 €
			Solde à financer	36 634,08 €	26 427,84 €	3 271,71 €	613 162,08 €	567 493,95 €	-649 096,34 €	8 800,00 €	50 000,00 €			656 693,32 €
2	Gendarmerie <i>Révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	85 609,60 €	188 035,45 €	32 676,22 €	55 275,63 €	44 842,64 €	30 163,21 €	100 000,00 €	60 000,00 €	62 801,06 €		659 403,81 €
			Recettes	18 467,50 €	21 402,39 €	0,00 €	0,00 €	43 418,10 €	7 355,99 €	4 947,97 €	16 404,00 €	9 842,40 €	10 301,89 €	132 140,24 €
			Solde à financer	67 142,10 €	166 633,06 €	32 676,22 €	55 275,63 €	1 424,54 €	22 807,22 €	95 052,03 €	43 596,00 €	52 958,66 €	-10 301,89 €	527 263,57 €
		Après DM oct 2025	Dépenses	85 609,60 €	188 035,45 €	32 676,22 €	55 275,63 €	44 842,64 €	30 163,21 €	60 000,00 €	60 000,00 €	62 801,06 €		619 403,81 €
			Recettes	18 467,50 €	21 402,39 €	0,00 €	0,00 €	43 418,10 €	7 355,99 €	4 947,97 €	9 842,40 €	9 842,40 €	10 301,89 €	125 578,64 €
			Solde à financer	67 142,10 €	166 633,06 €	32 676,22 €	55 275,63 €	1 424,54 €	22 807,22 €	55 052,03 €	50 157,60 €	52 958,66 €	-10 301,89 €	493 825,17 €
4	Plan sanisettes <i>Révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	11 531,52 €	30 357,00 €	36 280,78 €	168 245,82 €	1 951,88 €	5 760,00 €	202 000,00 €	164 240,00 €			620 367,00 €
			Recettes	0,00 €	1 688,96 €	4 979,76 €	5 951,50 €	27 599,04 €	320,19 €	944,87 €	33 136,08 €	26 941,93 €		101 562,33 €
			Solde à financer	11 531,52 €	28 668,04 €	31 301,02 €	162 294,32 €	-25 647,16 €	5 439,81 €	201 055,13 €	131 103,92 €	-26 941,93 €		518 804,67 €
		Après DM oct 2025	Dépenses	11 531,52 €	30 357,00 €	36 280,78 €	168 245,82 €	1 951,88 €	5 760,00 €	193 000,00 €	173 240,00 €			620 367,00 €
			Recettes	0,00 €	1 688,96 €	4 979,76 €	5 951,50 €	27 599,04 €	320,19 €	944,87 €	31 659,72 €	28 418,29 €		101 562,33 €
			Solde à financer	11 531,52 €	28 668,04 €	31 301,02 €	162 294,32 €	-25 647,16 €	5 439,81 €	192 055,13 €	141 580,28 €	-28 418,29 €		518 804,67 €

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les programmes pluriannuels

N° d'ordre	Programme	Etape	Dépenses/Recettes	Crédits de paiement										Autorisation de programme
				Réalisé						Présionnel				
				de 2012 à 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	
6	Aménagement Grand cours <i>Aucune révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			0,00 €	0,00 €	7 444,00 €	0,00 €	492 556,00 €		500 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	1 221,11 €	0,00 €	80 798,89 €	82 020,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 444,00 €	-1 221,11 €	492 556,00 €	-80 798,89 €	417 980,00 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			0,00 €	0,00 €	7 444,00 €	0,00 €	492 556,00 €		500 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	1 221,11 €	0,00 €	80 798,89 €	82 020,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 444,00 €	-1 221,11 €	492 556,00 €	-80 798,89 €	417 980,00 €	
7	Territoire Intelligent - Internet des objets connectés <i>Révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			47 074,80 €	20 699,80 €	381 177,45 €	300 000,00 €	255 115,55 €		1 004 067,60 €	
			Recettes	0,00 €			0,00 €	7 722,15 €	203 395,60 €	362 528,35 €	49 212,00 €	41 849,15 €	664 707,25 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	47 074,80 €	12 977,65 €	177 781,85 €	-62 528,35 €	205 903,55 €	-41 849,15 €	339 360,35 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			47 074,80 €	20 699,80 €	381 177,45 €	261 700,00 €	289 815,55 €		1 000 467,60 €	
			Recettes	0,00 €			0,00 €	7 722,15 €	203 395,60 €	362 528,35 €	42 929,27 €	47 541,34 €	664 116,71 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	47 074,80 €	12 977,65 €	177 781,85 €	-100 828,35 €	246 886,28 €	-47 541,34 €	336 350,89 €	
8	Eclairage public <i>Révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			286 275,54 €	107 630,21 €	241 675,83 €	440 100,00 €	924 318,42 €		2 000 000,00 €	
			Recettes	0,00 €				0,00 €	17 655,56 €	173 444,50 €	72 194,00 €	151 625,19 €	414 919,26 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	286 275,54 €	107 630,21 €	224 020,27 €	266 655,50 €	852 124,42 €	-151 625,19 €	1 585 080,74 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €			286 275,54 €	107 630,21 €	241 675,83 €	540 100,00 €	824 318,42 €		2 000 000,00 €	
			Recettes	0,00 €				0,00 €	17 655,56 €	173 444,50 €	88 598,00 €	135 221,19 €	414 919,26 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	286 275,54 €	107 630,21 €	224 020,27 €	366 655,50 €	735 720,42 €	-135 221,19 €	1 585 080,74 €	

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les programmes pluriannuels

N° d'ordre	Programme	Etape	Dépenses/Recettes	Crédits de paiement										Autorisation de programme
				Réalisé					Présionnel					
				de 2012 à 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	
9	Aménagement voie du train-rue Mermoz-Phase 1 Révision	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	18 600,00 €	720 160,00 €	561 240,00 €		1 300 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	3 051,14 €	118 135,05 €	92 065,81 €	213 252,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	18 600,00 €	717 108,86 €	443 104,95 €	-92 065,81 €	1 086 748,00 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	18 600,00 €	320 160,00 €	861 240,00 €		1 200 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	3 051,14 €	52 519,05 €	141 277,81 €	196 848,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	18 600,00 €	317 108,86 €	808 720,95 €	-141 277,81 €	1 003 152,00 €	
11	Patrimoine historique Révision	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	149 636,60 €	952 110,00 €	2 644 186,00 €	932 010,00 €	4 677 942,60 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	24 546,39 €	156 184,12 €	433 752,27 €	152 886,92 €	767 369,70 €
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	149 636,60 €	927 563,61 €	2 488 001,88 €	498 257,73 €	-152 886,92 €	3 910 572,90 €
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	149 636,60 €	753 747,00 €	2 208 106,00 €	858 506,00 €	3 969 995,60 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	24 546,39 €	123 644,66 €	362 217,71 €	140 829,32 €	651 238,08 €
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	149 636,60 €	729 200,61 €	2 084 461,34 €	496 288,29 €	-140 829,32 €	3 318 757,52 €
12	SDIE Schéma Directeur Immobilier et énergie multi-enjeux Révision	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	43 213,91 €	1 490 650,00 €	6 246 256,09 €	2 629 480,00 €	10 409 600,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	872 178,81 €	244 526,23 €	1 024 635,85 €	2 141 340,88 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	43 213,91 €	618 471,19 €	6 001 729,86 €	1 604 844,15 €	8 268 259,12 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	43 213,91 €	1 063 650,00 €	4 119 220,00 €	4 057 500,00 €	4 705 000,00 €	13 988 583,91 €
			Recettes	0,00 €					0,00 €	872 178,81 €	174 481,15 €	675 716,85 €	665 592,30 €	2 387 969,10 €
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	43 213,91 €	191 471,19 €	3 944 738,85 €	3 381 783,15 €	4 039 407,70 €	11 600 614,81 €

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses >>> Les programmes pluriannuels

N° d'ordre	Programme	Etape	Dépenses/Recettes	Crédits de paiement									Autorisation de programme	
				Réalisé						Présionnel				
				de 2012 à 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		2028 et suivantes
13	Déploiement et mise aux normes des aires de jeux <i>Révision</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	0,00 €	650 000,00 €	350 000,00 €		1 000 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	0,00 €	106 626,00 €	57 414,00 €	164 040,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	650 000,00 €	243 374,00 €	-57 414,00 €	835 960,00 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses	0,00 €				0,00 €	0,00 €	670 000,00 €	330 000,00 €		1 000 000,00 €	
			Recettes	0,00 €					0,00 €	0,00 €	109 906,80 €	54 133,20 €	164 040,00 €	
			Solde à financer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	670 000,00 €	220 093,20 €	-54 133,20 €	835 960,00 €	
14	Agora des Remparts <i>Nouvelle APCP dans le prolongement de l'APCP démolition îlot Lallemand</i>	Avant DM oct 2025	Dépenses						0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 812 000,00 €	5 812 000,00 €	
			Recettes										0,00 €	
			Solde à financer										0,00 €	
		Après DM oct 2025	Dépenses							0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 812 000,00 €	5 812 000,00 €
			Recettes											0,00 €
			Solde à financer											0,00 €

2. Les orientations budgétaires 2026

2. Budget principal : orientations et grandes masses
 >>> Les programmes pluriannuels

N° d'ordre	Programme	Etape	Dépenses/Recettes	Crédits de paiement					Autorisation de programme
				Réalisé	Présionnel				
				2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	
	Total	Avant DM oct 2025	Dépenses	944 147,34 €	4 866 110,00 €	11 747 912,06 €	3 624 291,06 €	5 812 000,00 €	29 786 837,47 €
			Recettes	892 788,32 €	1 451 495,38 €	796 793,13 €	1 918 925,49 €	163 188,81 €	5 589 188,17 €
			Solde à financer	51 359,02 €	3 414 614,62 €	10 951 118,93 €	1 705 365,57 €	-163 188,81 €	18 385 649,30 €
		Après DM oct 2025	Dépenses	944 147,34 €	3 873 447,00 €	9 408 495,97 €	4 978 807,06 €	10 517 000,00 €	32 514 274,38 €
			Recettes	892 788,32 €	1 451 495,38 €	633 956,69 €	1 535 167,68 €	816 723,51 €	5 696 128,62 €
			Solde à financer	51 359,02 €	2 421 951,62 €	8 774 539,28 €	3 443 639,38 €	3 888 276,49 €	21 006 145,76 €

2. Les orientations budgétaires 2026

3. Budgets annexes : orientations et grandes masses

Budget Bois et forêt :

- 1 budget de fonctionnement de 350 et 400 K€ ajusté au programme de ventes de bois. Après satisfaction des besoins du budget bois, un reversement d'excédent au budget général est possible,
- 1 budget d'investissement de l'ordre de 270 K€ (reports 2025 non-compris) au vu du programme défini avec et du plan d'aménagement de la forêt,
- Un recours à l'emprunt est à envisager.

Budget Location immobilière :

- 1 budget de fonctionnement entre 200 et 240 k€ en augmentation de près de 4% en raison de l'augmentation des prix des produits combustibles.

Budget Restaurant Municipal :

- 1 budget de fonctionnement entre 200 et 240 K€ en augmentation de près de 5%, pour le financement des dépenses d'investissements (renouvellement d'installations techniques)

DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

3. Situation de la dette

3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

1. Situation globale de la Ville

Caractéristiques de la dette au 31/12/2024

Encours **14 368 589,61** Nombre d'emprunts * **24**
Taux actuariel * **2,04%** Taux moyen de l'exercice **2,13%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2024

Annuité **2 171 642,28** Amortissement **1 837 726,97**
Remboursement anticipé avec flux **0,00** Remboursement anticipé sans flux **0,00**
Intérêts emprunts **333 915,31** Frais **0,00**
ICNE **85 407,24**

Caractéristiques de la dette au 31/12/2025

Encours **12 617 511,12** Nombre d'emprunts * **23**
Taux actuariel * **2,04%** Taux moyen de l'exercice **2,02%**

** tirages futurs compris*

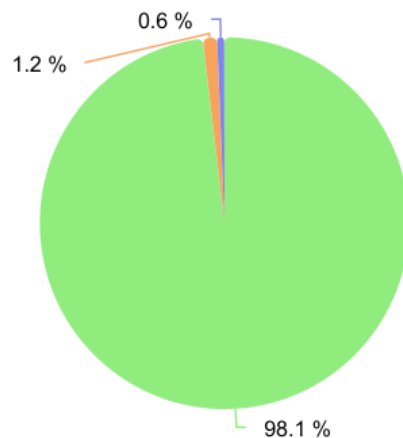
Charges financières en 2025

Annuité **2 006 071,62** Amortissement **1 725 411,82**
Remboursement anticipé avec flux **0,00** Remboursement anticipé sans flux **0,00**
Intérêts emprunts **280 659,80** Frais **0,00**
ICNE **73 379,88**

3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

1. Situation globale de la Ville

Budgets

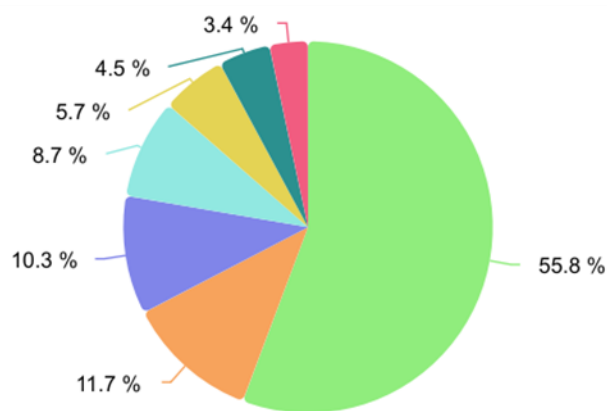


Budget	%	Montant
Budget Principal	98,11	12 378 886,76
Budget Restaurant Municipal	1,24	156 899,35
BUDGET FORETS	0,65	81725,01
TOTAL		12 617 511,12

3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

1. Situation globale de la Ville

Prêteurs



Prêteur	%	Montant
CAISSE D'EPARGNE DE FRANCHE COMTE	55,76	7 035 628,60
SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	11,66	1 470 666,60
CREDIT MUTUEL	10,30	1 299 549,46
CREDIT FONCIER	8,68	1 094 999,83
BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	5,71	720 000,00
CREDIT AGRICOLE DE FRANCHE COMTE	4,53	571 666,63
LA BANQUE POSTALE	3,37	425 000,00
TOTAL		12 617 511,12

3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

2. Budget principal

Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2024	
Encours 14 098 335,56	Nombre d'emprunts * 22
Taux actuariel * 2,07%	Taux moyen de l'exercice 2,16%
<i>* tirages futurs compris</i>	
Charges financières en 2024	
Annuité 2 137 994,61	Amortissement 1 806 349,70
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 331 644,91	Frais 0,00
	ICNE 84 732,54

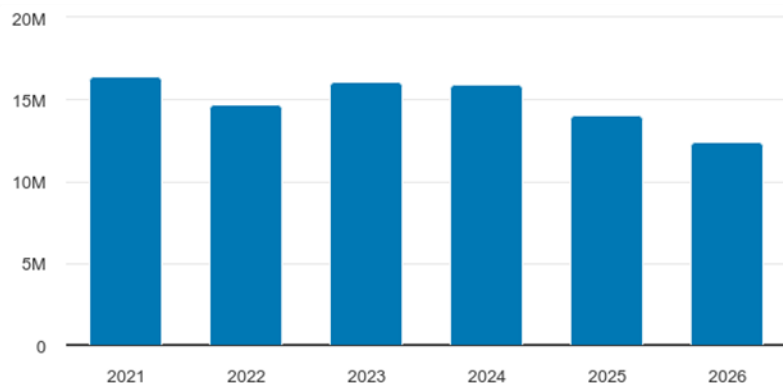
Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2025	
Encours 12 378 886,76	Nombre d'emprunts * 21
Taux actuariel * 2,07%	Taux moyen de l'exercice 2,05%
* tirages futurs compris	
Charges financières en 2025	
Annuité 1 972 455,67	Amortissement 1 693 782,13
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 278 673,54	Frais 0,00
	ICNE 72 784,83

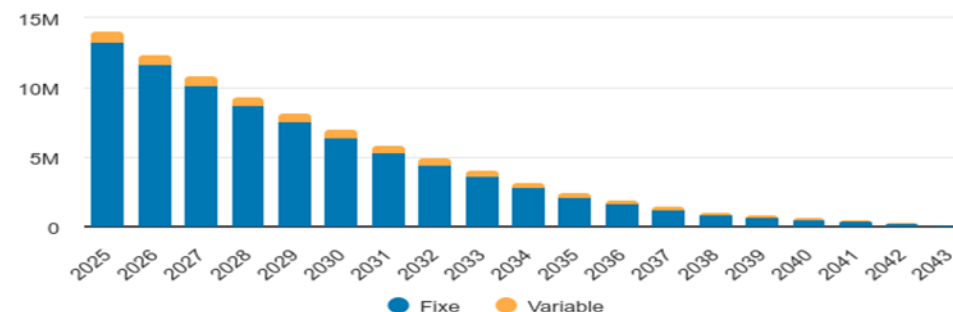
3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

2. Budget principal

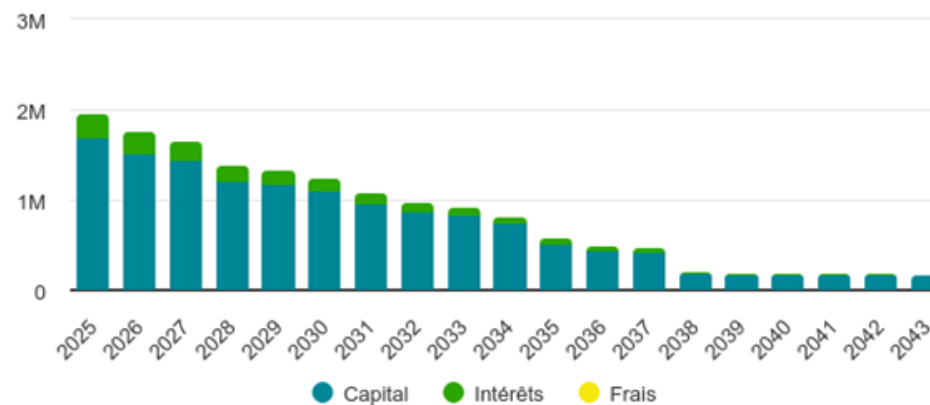
Evolution de l'encours depuis 5 ans en début d'exercice



Extinction de l'encours



Evolution de l'annuité

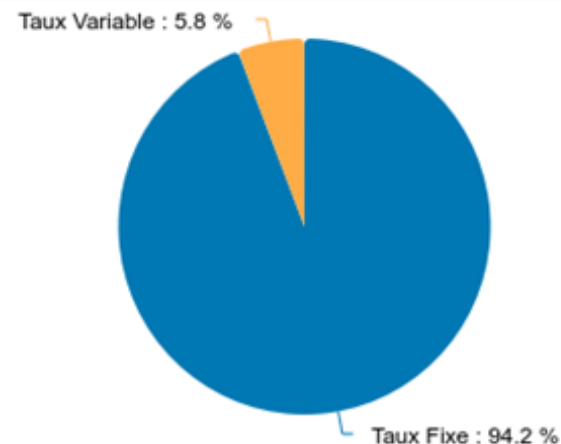


3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

2. Budget principal

Charte Gissler

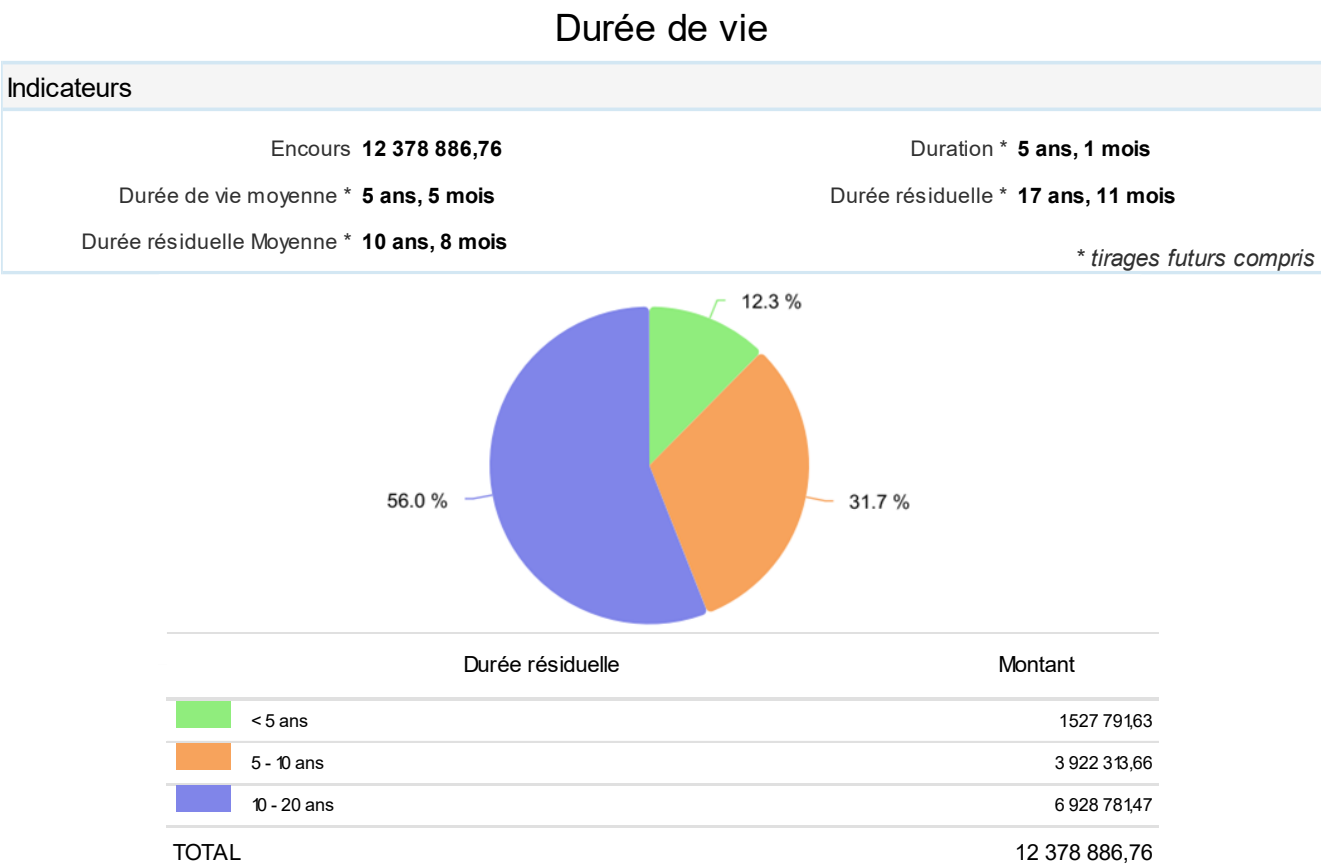
Catégorie	Encours au 31/12/2025	%
1-A	12 378 886,76	100,00%
TOTAL	12 378 886,76	100 %



	Fixes	Variables	Total
Encours	11 658 886,76	720 000,00	12 378 886,76
%	94,18%	5,82%	100%
Nombre d'emprunts	18	3	21

3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

2. Budget principal



3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

3. Budget bois et forêt

Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2024

Encours 97 395,84	Nombre d'emprunts * 1
Taux actuariel * 1,41%	Taux moyen de l'exercice 1,40%

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2024

Annuité 16 952,33	Amortissement 15 453,34
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 1 498,99	Frais 0,00
	ICNE 229,73

Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2025

Encours 81 725,01	Nombre d'emprunts * 1
Taux actuariel * 1,41%	Taux moyen de l'exercice 1,40%

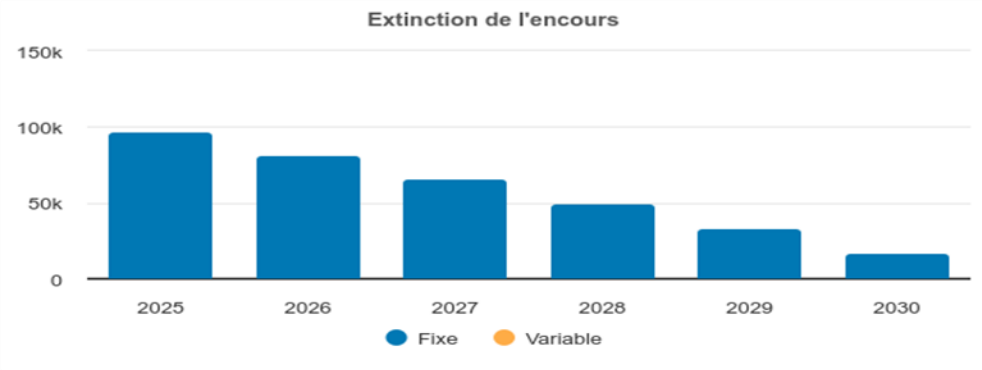
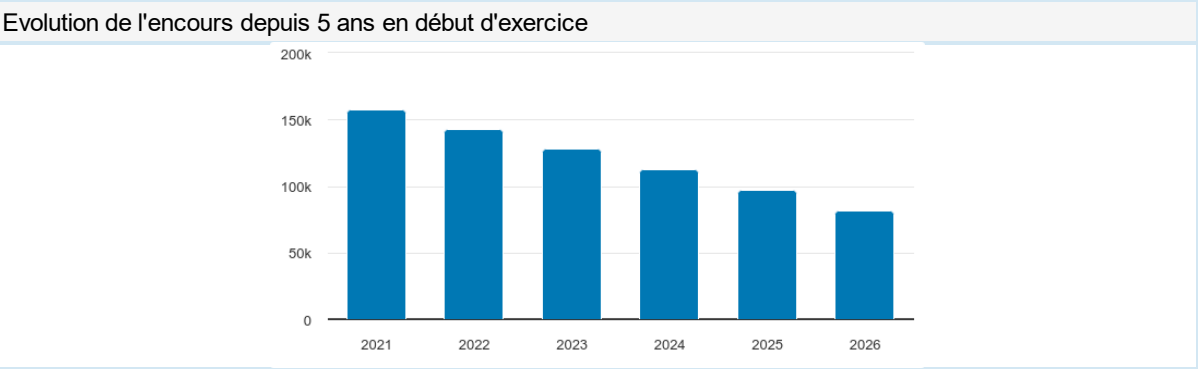
** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025

Annuité 16 952,34	Amortissement 15 670,83
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 1 281,51	Frais 0,00
	ICNE 192,76

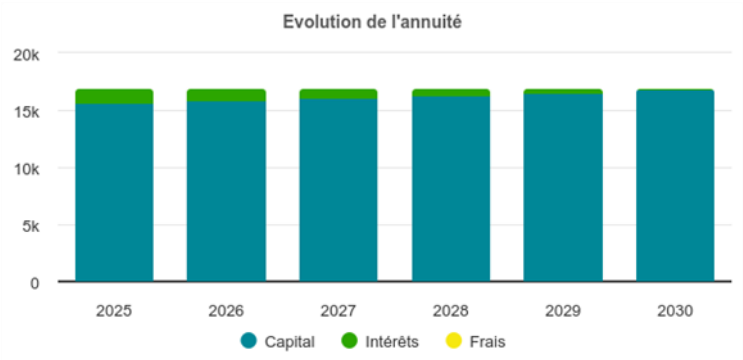
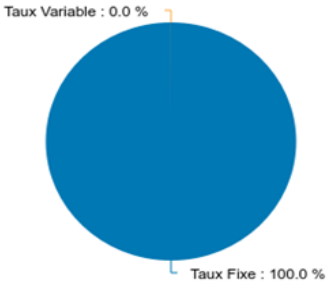
3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

3. Budget bois et forêt



Charte Gissler

Catégorie	Encours au 31/12/2025	%
1-A	81725,01	100,00%
TOTAL	81 725,01	100 %



3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

4. Restaurant Municipal

Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2024

Encours 172 858,21	Nombre d'emprunts * 2
Taux actuariel * 0,41%	Taux moyen de l'exercice 0,41%

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2024

Annuité 16 695,34	Amortissement 15 923,93
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 771,41	Frais 0,00
	ICNE 444,97

Bilan Annuel

Caractéristiques de la dette au 31/12/2025

Encours 156 899,35	Nombre d'emprunts * 2
Taux actuariel * 0,41%	Taux moyen de l'exercice 0,41%

** tirages futurs compris*

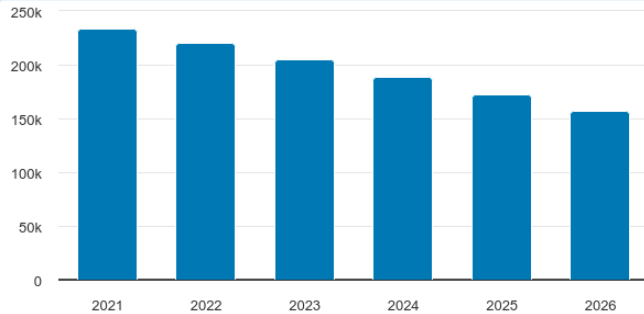
Charges financières en 2025

Annuité 16 663,61	Amortissement 15 958,86
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 704,75	Frais 0,00
	ICNE 402,29

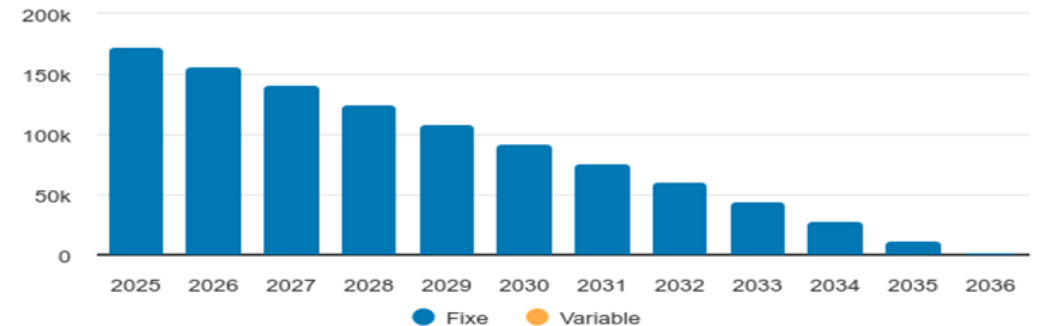
3. La situation de la dette au 1^{er} janvier 2026

4. Restaurant Municipal

Evolution de l'encours depuis 5 ans en début d'exercice

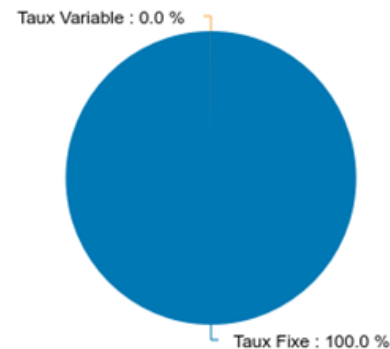


Extinction de l'encours

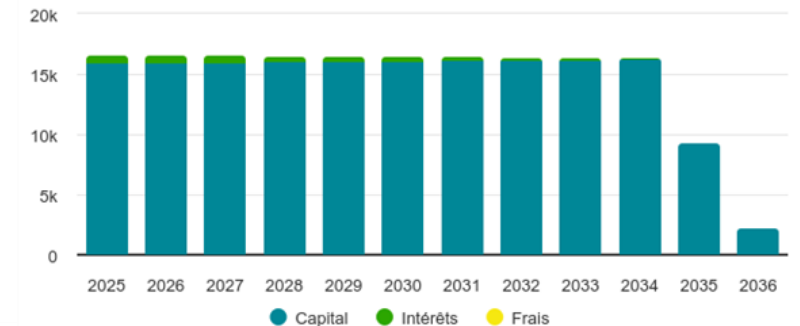


Charte Gissler

Catégorie	Encours au 31/12/2025	%
1-A	156 899,35	100,00%
TOTAL	156 899,35	100 %



Evolution de l'annuité





DOB 2026 - VILLE DE PONTARLIER

4. ANNEXES

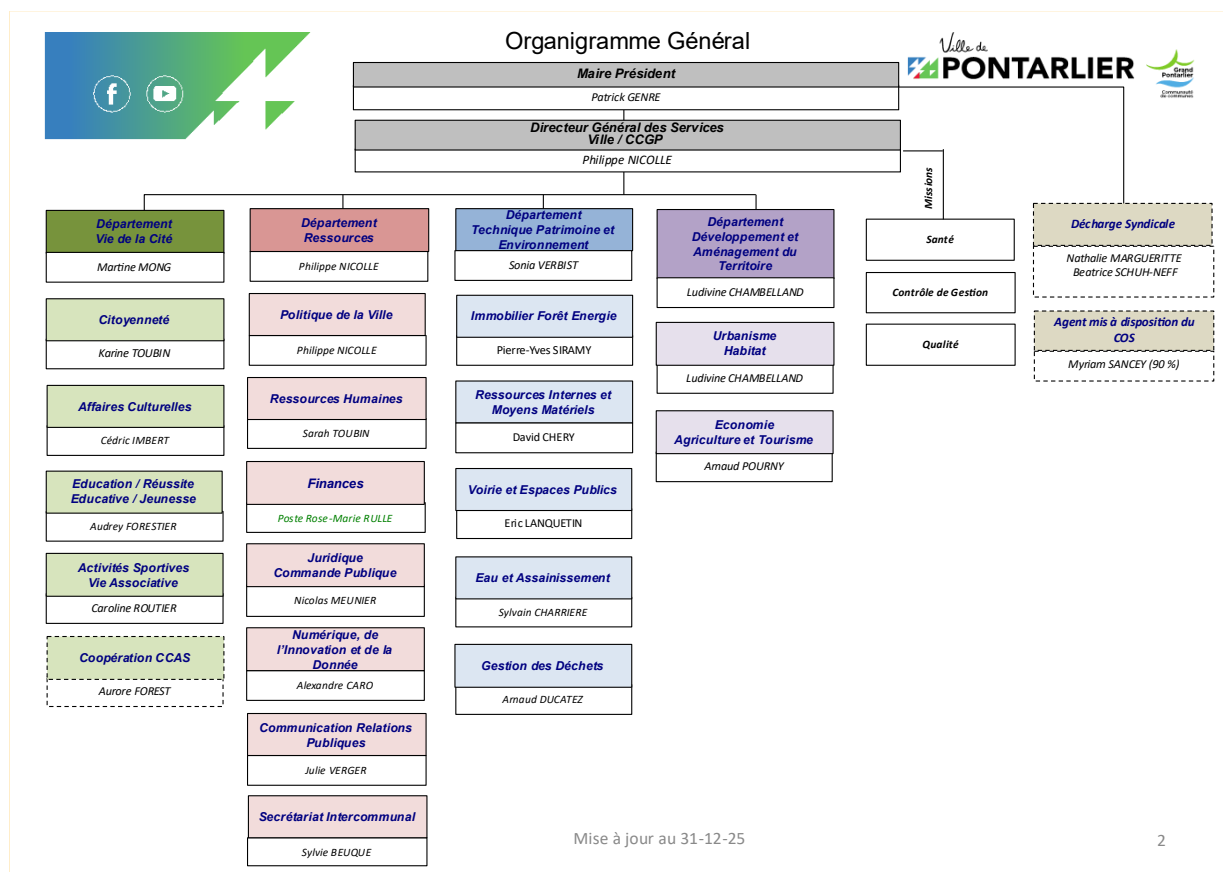
Annexe 1 : Evolution du personnel

Les effectifs de la Fonction Publique Territoriale s'élèvent globalement à environ 2 millions d'agents. En 2023, le nombre d'agents territoriaux est en hausse. En prenant en compte les effectifs de bénéficiaires de contrats aidés, en légère baisse, la hausse est de 0,9. Les communes gagnent 2 900 agents et les établissements communaux en perdent 2 200. En lien avec des transferts de compétences, l'emploi continue d'augmenter dans les organismes intercommunaux, mais de façon moins dynamique.

Les éléments de comparaison au niveau national sont tirés de l'étude « Fonction Publique - Chiffres clés – DGAFP Edition 2025 (chiffres au 31/12/2023).

1. Situation (sur la base du dernier compte administratif approuvé)

Organigramme – décembre 2025



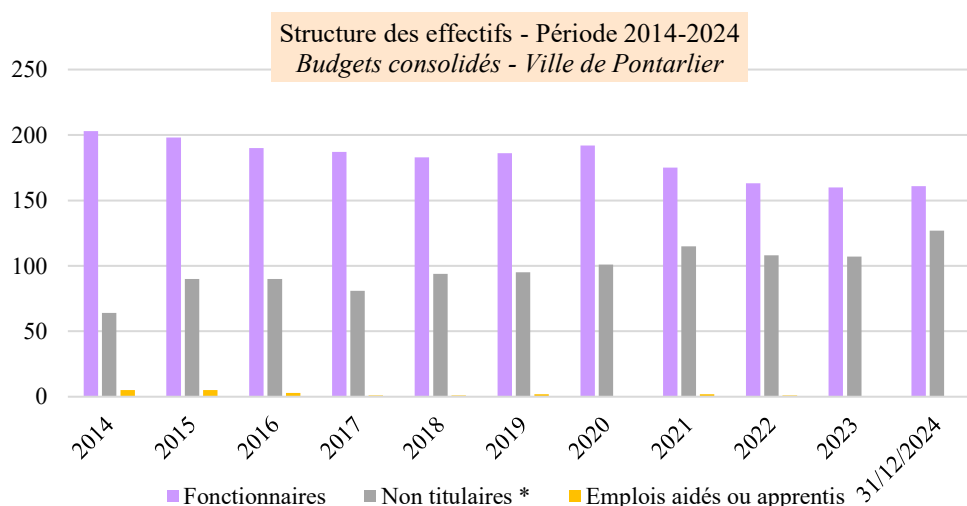
A. Structure des effectifs

A titre liminaire, il convient d'indiquer que la structure des effectifs est celle arrêtée au 31 décembre de chaque exercice (dernier compte administratif approuvé).

1. Structure globale

La structure des effectifs qui fait apparaître une diminution de l'effectif entre 2023 et 2024 essentiellement lié aux postes vacants. Il est à noter que la Ville de Pontarlier remplit ses obligations de postes occupés par des personnes en situation de handicap dans la proportion d'au moins 6 % de l'effectif total des agents rémunérés (article L.323-2 du code du travail).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	31/12/2024
Fonctionnaires	203	198	190	187	183	186	192	175	163	160	161
Non titulaires *	64	90	90	81	94	95	101	115	108	107	127
Emplois aidés ou apprentis	5	5	3	1	1	2	0	2	1	0	0
Total	272	293	283	269	278	283	293	292	272	267	288

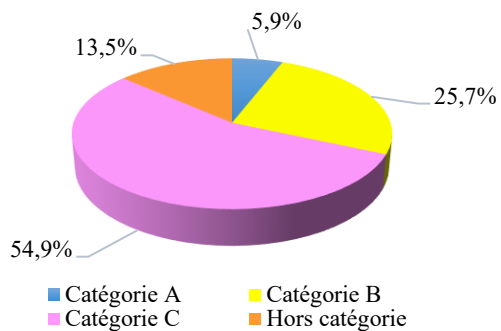


2. Structure par catégorie hiérarchique

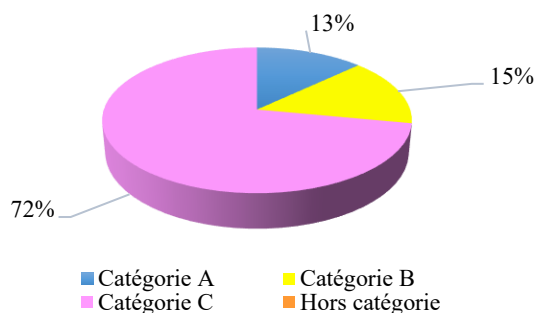
La fonction publique est organisée en catégories hiérarchiques. La répartition par catégorie des effectifs de la Ville met en évidence une sous-représentation de la catégorie A au bénéfice de la catégorie B, par ailleurs importante par rapport aux chiffres nationaux.

Catégorie	Nombre d'agents
Catégorie A	17
Catégorie B	74
Catégorie C	158
Hors catégorie	39
Total	288

Ventilation des agents par catégorie statutaire
Budgets consolidés - Ville de Pontarlier

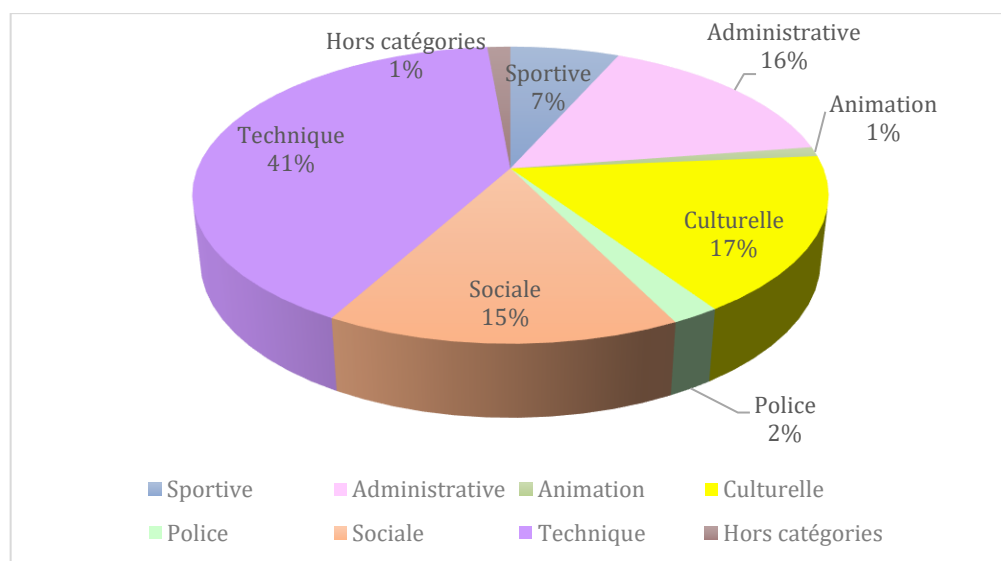


Ventilation des agents par catégorie statutaire
Moyenne nationale (chiffres 2023)



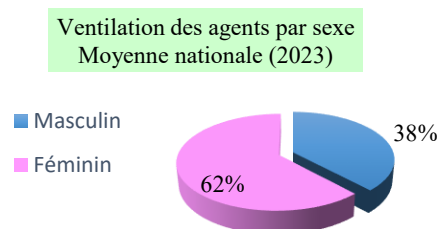
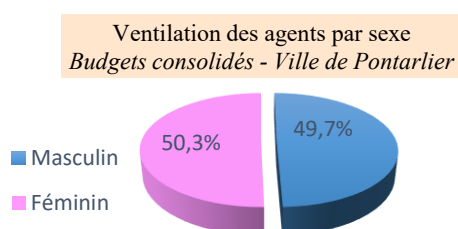
3. Structure par filière

Filières	VILLE	
	Effectifs	Pourcentage
Sportive	19	6,6%
Administrative	46	16,0%
Animation	3	1,0%
Culturelle	49	17,0%
Police	6	2,1%
Sociale	44	15,3%
Technique	117	40,6%
Hors catégories	4	1,4%
TOTAL	288	100,00%



4. Structure par sexe

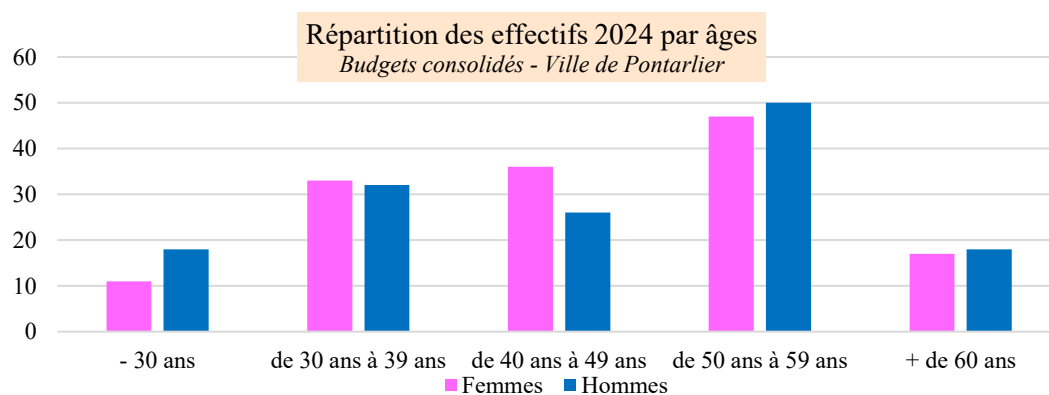
Sexe	Nombre d'agents	%
Masculin	143	49,7%
Féminin	145	50,3%
Total	288	100%



A noter que la répartition femmes / hommes au sein des services municipaux est plus équilibrée que la moyenne nationale où la féminisation de l'emploi se poursuit. Au sein de la Direction Générale mutualisée (au 31/12/2025), les femmes représentaient 52% des effectifs.

5. Structure par âge

	- 30 ans	de 30 ans à 39 ans	de 40 ans à 49 ans	de 50 ans à 59 ans	+ de 60 ans
Femmes	11	33	36	47	17
Hommes	18	32	26	50	18
Total	29	65	62	97	35
	10,1%	22,6%	21,5%	33,7%	12,2%



La pyramide des âges met en évidence une augmentation de la proportion des + de 50 ans ce qui correspond à la tendance nationale de l'augmentation de l'âge moyen des agents de la FPT (46 ans en 2023).

Dans notre collectivité, l'âge moyen est de 46 ans également (légère variation par rapport à 2023 : 47 ans).

B. Dépenses de personnel

1. Evolution des dépenses de personnel depuis 2018

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisations	9 821 843 €	10 216 002 €	10 216 601 €	10 297 476 €	10 434 975 €	10 611 672 €	11 716 921 €
Evolution		4,0%	0,01%	0,79%	1,34%	1,69%	10,41%

Détail Chapitre 012 - budgets consolidés

Montant CA 2024	11 716 921,87 €
Dont	
Rémunération	5 692 447,27 €
Charges	2 909 479,28 €
Régimes indemnitaires et primes	1 449 691,00 €
COS	83 313,56 €
Médecine du Travail	1 354,40 €
Personnel extérieur et refacturation budgets annexes	1 574 448,39 €
Autres	6 187,97 €
TOTAL	11 716 921,87 €

Autres : Validation de services et Allocation retour à l'emploi

L'augmentation se confirme notamment en raison de la politique de maintien mais aussi de recrutement et d'attractivité pour les postes vacants qui étaient soit en réflexion, soit dont les recrutements étaient infructueux. L'écart important s'explique par une régularisation des frais de mutualisation 2022 mandatée, comme ceux de 2023, sur l'exercice 2024.

2. Avantage en nature

18 agents bénéficient de l'attribution d'un logement à titre gratuit. Il s'agit des concierges et de la Responsable du Camping Municipal logés par nécessité absolue de service.

3. Temps de travail

La durée annuelle du temps de travail pour tous les agents publics est de 1607 heures. Le nouveau règlement intérieur acte, en outre, du maintien des dispositions antérieures (congés, autorisation d'absence, horaires variables, RTT...) avec une durée hebdomadaire de temps de travail de 38 heures.

4. Absentéisme

En 2024, la durée totale des jours d'arrêt maladie et accident du travail s'élève à 5681 jours répartis de la façon suivante :

	2020	2021	2022	2023	2024
	Nombre de jour d'arrêt	Nombre de jour d'arrêt	Nombre de jour d'arrêt	Nombre de jours d'arrêt	Nombre de jour d'arrêt
Accident du travail	581	848	918	420	465
Congé Longue Durée	1 396	1 031	1 776	2062	1098
Grave Maladie	366	203	0	0	0
Longue Maladie	831	584	529	678	1093
Maladie Ordinaire	2 207	2 908	3 631	3 241	3 025
Total	5 381	5 574	6 854	6 401	5 681

Pour les accidents du travail, en plus du nombre de jours d'arrêt, des indicateurs permettent de suivre l'évolution du niveau du risque.

Au titre de l'exercice 2024, on répertorie 13 accidents du travail / trajet avec dont 12 ayant entraînés des journées d'incapacité de travail.

- Indice de fréquence (IF) = (nb des accidents en premier règlement/effectif salarié) x 1 000
- Taux de gravité (TG) = (nb des journées perdues par incapacité temporaire/heures travaillées) x 1 000

L'indice de fréquence au titre de l'année 2024 : 45.13 (44,94 en 2023 et 40.44 en 2022 et 23.97 en 2021).

Concernant le taux de gravité, 13 accidents du travail répertoriés en 2024, avec 465 journées perdues en incapacités temporaires : 1.004 (0.97 en 2023, 0.64 en 2022 déjà en légère augmentation par rapport à 2021).

Enfin, les congés maternité et paternité représentent 454 jours dont 79 jours de congés paternité (397 jours en 2023, 438 jours en 2022, 538 jours en 2021).

5. Départ à la retraite / Disponibilité / Mutations

En 2024, il y a eu 4 départs à la retraite, 6 départs en disponibilité, 3 mutations.

En 2023, il y a eu 11 départs en retraite, 3 départs en disponibilité, 5 personnes ont été mutées.

6. Avancements de grade / Promotion interne / Réussite à concours en 2024

Tout au long de l'année 2024, nous avons procédé à :

- 68 avancements d'échelon ;
- 9 avancements de grade ;
- 8 avancements par promotion interne.

Nous avons également eu 2 nominations suite à réussite à concours.

7. Frais de formation

Concernant les coûts de formation, ils s'établissent pour 2024 à près de 138 106.88 € avec la répartition suivante :

Montant cotisation CNFPT 2024	59 364.28	€
Coût formations autres organismes (formations sécurité principalement)	78 742.60	€
Total	138 106.88	€

Pour mémoire 2023, 147 248,94 €.

8. Assurance statutaire

Le montant de l'assurance statutaire s'élève à 146 928 € en 2024, soit une diminution par rapport à 2023 (153 791 €) en raison de la conclusion d'un nouveau contrat ne prenant pas en compte le risque maladie ordinaire et l'instauration de franchise plus importante pour le risque AT et les congés de longue maladie et de longue durée.

Pour information, les garanties sont les suivantes :

- Décès (sans franchise) ;
- Accident de service et maladie imputable au service y compris temps partiel thérapeutique (avec une franchise de 60 jours) ;
- Longue maladie et longue durée y compris temps partiel thérapeutique (avec une franchise de 90 jours) ;
- Maternité.

2. Les principales réformes mises en place en 2025

➤ **Les facteurs législatifs et réglementaires :**

- ✓ La protection sociale avec pour le risque prévoyance, la participation de la collectivité qui ne pourra être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 € à compter du 1^{er} janvier 2025.
- ✓ La prévision d'une hausse de 3 points du taux de cotisation à la CNRACL.
- ✓ L'attestation d'honorabilité pour les agents intervenant au contact des enfants et mineurs dans les établissements d'accueil du jeune enfant obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2025.

➤ **Les facteurs internes :**

- ✓ La réflexion sur le RIFSEEP avec un bilan de la mise en œuvre du CIA et sa reconduction avec quelques évolutions.
- ✓ L'évolution du formulaire de compte rendu d'entretien professionnel (CREP).
- ✓ La poursuite de la politique de recrutement et d'attractivité de la collectivité avec le triptyque « Maintenir Attirer Accueillir » (présentation et déploiement des vidéos de présentation des collectivités, la poursuite de l'accueil mensuel des nouveaux collaborateurs...)
- ✓ Une politique de prévention en matière de santé et sécurité accrue avec des formations, des sensibilisations et des ateliers / conférence.
- ✓ Les évolutions du règlement intérieur et de ses annexes.
- ✓ La continuité du Pacte Social (fonctions itinérantes).

3. Les principaux sujets pour 2026

➤ **Les facteurs législatifs et réglementaires :**

- ✓ Le renouvellement des instances politiques au printemps 2026
- ✓ Les élections professionnelles prévues le 10 décembre 2026.
- ✓ La réforme de la protection sociale complémentaire (évolution de la réglementation des contrats labélisés, montant minimal de participation de 15 €.
- ✓ Les tensions sur l'emploi public avec une croissance soutenue des offres face à un déséquilibres des candidatures (déficit voire pénurie de compétences expertes spécifiques...).
- ✓ La prévision d'une hausse du taux de cotisation à la CNRACL de 3 points.
- ✓ La retraite progressive.

➤ **Les facteurs internes :**

- ✓ La poursuite de la politique de recrutement et d'attractivité de la collectivité avec le triptyque « Maintenir Attirer Accueillir » : la réalisation de vidéos capsules pour présenter les métiers en tension ou propres aux collectivités publiques, la poursuite de l'amélioration de l'accueil des nouveaux collaborateurs.
- ✓ Une politique de prévention en matière de santé et sécurité accrue avec des formations, des sensibilisations et des ateliers / conférence.
- ✓ Les évolutions du règlement intérieur et de ses annexes.
- ✓ L'enrichissement des Lignes Directrices de Gestion autant que de besoin.